CTB

RAPPORT FINAL

NER0802511
ARIMEL
« APPUI INSTITUTIONNEL AU MINISTERE DE L'ELEVAGE »

TABLE DES MATIERES

1 APPRECIATION DE LA STRATEGIE D'INTERVENTION 7

1.1 CONTEXTE 7
1.2 CHANGEMENTS SIGNIFICATIFS DANS LA STRATEGIE D'INTERVENTION 8

2 RESULTATS ATTEINTS 9

2.1 MATRICE DE MONITORING 9
2.2 ANALYSE DES RESULTATS 11

3 DURABILITE 17

4 APPRENTISSAGE 18

4.1 ENSEIGNEMENTS TIRES 18
4.2 RECOMMANDATIONS 18

PARTIE 2 : SYNTHESE DU MONITORING (OPERATIONNEL) 20

1 SUIVI DES DECISIONS PRISES PAR LA SMCL 20

2 DEPENSES 24

3 TAUX DE DECAISSEMENT DE L'INTERVENTION 26

4 PERSONNEL DE L'INTERVENTION 27

5 MARCHES PUBLICS 28

6 ACCORDS D'EXECUTION 30

7 ÉQUIPEMENTS 34

8 CADRE LOGIQUE ORIGINAL TIRE DU DTF 41

9 MATRICE DE MONITORING COMPLETE 48

10 OUTILS ET PRODUITS 50

ACRONYMES

ATI	Assistant Technique International
ANVP	Association des Vétérinaires Privés du Niger
ANZOOPA	Association Nigérienne des Zootechniciens et Pastoralistes
CAPAN	Collectif des Associations Pastorales du Niger
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CMB	Centre de Multiplication de Bétail
CTB	Coopération Technique Belge
DAID/RP	Direction des Archives, de l'Information, de la Documentation et des Relations Publiques
DEP	Direction des Etudes et de la Programmation
DRH	Direction des ressources humaines
DGSV	Direction Générale des Services Vétérinaires
DGPIA	Direction Générale de la Production et des Industries Animales
DRE	Direction Régionale de l'Elevage
DSA	Direction de la Santé Animale
DTF	Dossier Technique et Financier
EISMV	École Inter-États des Sciences et Médecine Vétérinaires de Dakar
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FIT	Financial Information Tool.
FOSEL	Fonds de Sécurisation de l'Elevage
GAR	Gestion Axée sur les Résultats
GRN	Gestion de Ressources Naturelles
HC-I3N	Haut-Commissariat à l'Initiative 3 N
IGA	Inspection Générale de l'Administration
I3N	l'initiative « Les Nigériens Nourrissent les Nigériens » (I3N)
IGS	Inspection Générale des Services
INRAN	Institut National de la Recherche Agronomique du Niger
IP-BVCP	Interprofession Bétail Viande Cuirs Peaux
MEL	Ministère de l'Elevage
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONVN	Ordre national des Vétérinaires du Niger

OE	Organisation des Eleveurs
OS	Objectif Spécifique
PA	Plan d'Action (de la SDDEL)
PIB	Produit Intérieur Brut
PIC	Programme Indicatif de Coopération
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RECA	Réseau des Chambres d'Agriculture
SDDEL	Stratégie de Développement Durable de l'Elevage (2013-2035)
SDR	Stratégie de Développement Rural
SE/SDR	Secrétariat Exécutif de la Stratégie de Développement Rural
SG	Secrétaire Général
SGA	Secrétaire Général Adjoint
SIG	Système d'Information Géographique
SMCL	Structure Mixte de Concertation Locale
SP (CRN)	Secrétariat Permanent (du Code Rural du Niger)
STD	Services Techniques Déconcentrés
SVPP	Service Vétérinaire Privé de Proximité
TDR	Termes de Référence
VSF	Vétérinaires sans Frontières

Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	ARIMEL Appui au Renforcement Institutionnel du Ministère de l'Elevage
Code de l'intervention	NER0801125
Localisation	NIGER
Budget total	2.918.000 EUR
Institution partenaire	Ministère de l'Elevage
Date de début de la Convention spécifique	25 août 2010
Date de démarrage de l'intervention	1er juin 2011
Durée	60 mois (y inclut prolongation d'un an)
Groupes cibles	Les agents du MEL, principalement au niveau central, mais aussi au niveau déconcentré, les organisations faîtières et autres acteurs qui participent aux mécanismes de concertation et de pilotage du sous-secteur. Les bénéficiaires indirects du projet sont l'ensemble des acteurs du secteur.
Impact[1]	La performance du secteur de l'élevage au Niger est améliorée et contribue à la réduction de la pauvreté rurale
Outcome	Les capacités institutionnelles et organisationnelles du MEL, entre autres dans son rôle de maître d´ouvrage du PA du sous-secteur de l'Elevage, sont renforcées
Outputs	1. L´organisation et le fonctionnement interne des services centraux et déconcentrés du MEL sont améliorés
	2. Un système de gestion de ressources humaines est mis en place et rendu opérationnel
	3. Les capacités de programmer, suivre, évaluer et capitaliser les interventions menées dans le secteur de l´élevage sont renforcées
	4. Des politiques et des stratégies (sous-) sectorielles sont élaborées et leur mise en œuvre renforcée
	5. La coordination entre les acteurs du secteur d´élevage, et avec les autres acteurs du secteur rural est améliorée

[1] L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

Appréciation générale

Décrivez votre appréciation générale de l'intervention (max. 200 mots) :	**Décrivez** votre appréciation générale de l'intervention (max. 200 mots) :
D'une façon générale ARIMEL a atteint l'objectif stratégique visant à amorcer la redynamisation du MEL, en apportant avec des moyens limités certains outils clés et méthodes qui permettent actuellement aux responsables de tous les niveaux de qualifier l'avancée observée de « révolution dans les manières de travailler ». Des signes positifs observés tant au niveau de l'amélioration du travail administratif que de la motivation du personnel permettent de penser, même en l'absence de moyens de mesure précis, que les apports du programme ARIMEL sont considérables. Il convient de noter, tout de même qu'en raison de la faiblesse des moyens, que le déploiement des outils de modernisation de l'administration du MEL est resté limité au niveau central et régional. Les effets sont néanmoins évidents dans un plus vaste cercle : • soit directement : Amélioration de la qualité des « produits administratifs » ; • soit indirectement, en ouvrant des perspectives sur d'autres façons de travailler plus efficaces, éventuellement possible, moyennant des ressources financières à rechercher. Un des indices importants de cette réussite est une bonne perception de toutes les parties prenantes (pas d'avis négatif). Ce sentiment va toutefois de pair avec la conscience qu'un appui extérieur reste indispensable pendant encore longtemps.	Dans le contexte du Niger, une intervention de ce type est très pertinente. Le double ancrage avec un programme opérationnel (PAAPSSP) a été un plus. Au-delà de ce constat général de réussite, certains acquis restent fragiles : Les procédures organisationnelles : un manuel a été préparé, et validé à la fin du programme, mais doit faire l'objet de partage et de mis en œuvre. La poursuite de l'intégration des maillons de terrain (départements et communes) au réseau est importante. Les relations avec les OP faitières doivent être encore renforcées ; La mise en œuvre du plan de formation devra être poursuivie avec une vigueur suffisante pour faire face à la perte de substance (savoir-faire) liée à l'évolution et le vieillissement du personnel du MEL. D'une façon plus générale, un certain nombre d'actions lancées par ARIMEL doivent être poursuivies, entretenues, améliorées ou adaptées, sur d'autres ressources. Cette situation met en évidence la nécessité de considérer la phase actuelle, non comme une fin, mais comme un départ, qui doit permettre au MEL d'ouvrir un certain nombre de grands « chantiers », porteurs des changements souhaités, dont la nécessité a été mise en évidence ou confortée par les activités d'ARIMEL et leur succès.

Très satisfaisant	Très satisfaisant
Fonctionnaire exécution nationale	Fonctionnaire exécution CTB
Dr Abouba Seydou	Mme Mélanie Xuereb

CTB NIGER
Représentante Résidente Adjointe
BP: 12.987 NIAMEY - NIGER

PARTIE 1 : RESULTATS ATTEINTS ET ENSEIGNEMENTS TIRES

1 Appréciation de la stratégie d'intervention

1.1 Contexte

Les caractéristiques majeures du contexte du secteur de l'élevage au Niger, découlent des caractéristiques physiques du Niger (vaste pays sahélien, à faible pluviométrie et à forte culture pastorale sujet au changement climatique) ; la population encore fortement rurale, peu alphabétisée, avec un fort taux de croît ; et l'économie fortement rurale, dominée par un élevage très compétitif par rapport à l'agriculture et la forêt. Les défis néanmoins sont multiples, comme les aléas climatiques et des difficultés d'accès à l'eau, la mauvaise gouvernance et saturation croissante des ressources naturelles, avec le développement des conflits agriculteurs éleveurs. Malgré son importance, le secteur de l'élevage était peu soutenu par les PTF, le Royaume de la Belgique étant le principal bailleur du secteur jusqu'en 2015. Cette situation est en train d'évoluer, avec notamment l'UE (PAPAT), la Suisse, et, plus récemment, la Banque Mondiale qui finance le PRAPS.

En 2011, l'initiative «3N», « les Nigériens, nourrissent les Nigériens », a remplacé les politiques et stratégies antérieures de développement agricole et de sécurité alimentaire, sur lesquelles le DTF a été basé (SDR) tout en prenant en compte les enseignements tirés, les leçons apprises et les bonnes pratiques. Pendant toute la période d'implémentation, l'initiative «3N» (Les Nigériens, nourrissent les Nigériens), est restée le cadre fédérateur du développement rural et la Stratégie de Développement Durable de l'Elevage (SDDEL), qui a été élaborée principalement avec l'appui d'ARIMEL, et sert comme cadre principal de programmation depuis le début. Cela a permis de mettre en œuvre la stratégie dans un esprit de cohérence et de durabilité. Le Ministère de l'élevage continue à contribuer à la mise en œuvre de l'I3N et a mis à sa disposition deux agents pour le suivi des activités du secteur.

Les conditions sécuritaires se sont dégradées au cours de la période d'implémentation du projet, à cause de la détérioration des conditions de sécurité au nord-est du Nigéria qui a entraîné plusieurs mouvements de population vers le Niger, notamment des réfugiés nigérians et des ressortissants nigériens qui vivaient au Nigéria. Les nouveaux arrivants se sont dispersés autour du lac Tchad, certaines en pratiquant l'agriculture, ce qui a limité l'accès du bétail à l'eau et risque d'augmenter les conflits entre agriculteurs et éleveurs, et d'aggraver le déficit fourrager.

D'un point de vue écologique, mise à part la campagne agricole et pastorale de 2012, les autres campagnes ont été plutôt bien. Néanmoins, des légers déficits fourragers ou céréaliers ont été constatés chaque année dans quelques poches. Du fait du conflit au Nigeria et dans la région de Diffa depuis 2014 (Boko Haram), et l'augmentation de la population humaine et animale, cette région a nécessité pendant deux années un support additionnel car elle peut difficilement profiter des excédents des zones excédentaires.

Le personnel du Ministère de l'Elevage est resté plutôt constant après le recrutement de 700 nouveaux agents en fin 2013/début 2014 - ce qui a donné la stabilité nécessaire pour la poursuite des activités planifiées. En plus, ce fait peut être interprété comme une bonne appréciation du Gouvernement des résultats obtenus par le MEL.

Au niveau de la CTB, il faut noter que la représentation a été marquée par des changements de représentant résident (Co-ordonnateur du projet) tout au long de l'intervention jusqu'en août 2014, correspondant à l'arrivée du représentant résident actuellement en poste.

En ce qui concerne les modalités d'exécution, le projet est resté en régie. En vue de

l'évaluation à mi-parcours très positive, ce modèle s'est avéré très fonctionnel. De plus, le fait que le projet ait été géré en régie a permis de « préserver » le responsable national de toute pression de tendance à voir le projet comme un « guichet », et ont permis à tous les participants de se concentrer sur l'atteinte des résultats.

Le contexte et la dynamique **HARMO :** dans le cadre de l'harmonisation des interventions avec les politiques nationales et avec les autres partenaires au développement, le programme ARIMEL a appuyé directement le MEL pour jouer son rôle de coordonnateur du sous-secteur.

Il s'agissait particulièrement de l'appui au MEL pour mettre en place et tenir les réunions du cadre de concertation des acteurs du sous-secteur de l'élevage. Ce cadre est présidé par le Ministre de l'Elevage et le Chef de file des Partenaires Techniques et Financiers (la Belgique), et les membres sont l'Inspecteur Général des Services du Ministère de l'Elevage ; un Conseiller Technique du MEL ; les directeurs (généraux) du MEL concernés, le point focal genre du MEL, ainsi qu'un représentant du Haut-commissariat Initiative 3N ; du code rural, des professionnels privés du sous-secteur, du RECA, trois représentants des ONG nationales du sous-secteur ; trois représentants des Associations du sous-secteur ; l'université; l'INRAN ; et tous les PTF du sous-secteur de l'Elevage. Ce cadre a été mis en place dès les premiers mois du projet et a été accueilli très positivement par tous les acteurs comme un vrai cadre d'échange. Tenu régulièrement les premières années, il n'a malheureusement pas été tenu pendant la dernière année, année électorale, bien que préparé par les agents techniques, par manque de support des leaders politiques. La fin du programme n'a pas permis une nouvelle tenu de ce cadre, bien que cela a été discuté et une réunion du cadre est prévu prochainement, dès que les postes seront attribués.

Les réunions des PTF se sont tenu régulièrement jusqu'en 2014 et présidé par la Coopération Belge qui est chef de file. A partir de 2015, il a été proposé que cela soit présidé directement par le MEL, pour assurer une plus grande durabilité de cette coordination, mais le MEL estimait que son rôle devrait être celle de présider les réunions du cadre de concertation regroupant tous les acteurs du sous-secteur de l'élevage et non celle des PTF.

Le programme ARIMEL a aussi financé chaque année la programmation et l'évaluation de la campagne de vaccination qui a été appuyée par plusieurs partenaires dont notamment VSF et CICR. Depuis 2011/12, la campagne a été exécuté par les services publics et privés avec l'appui de certains partenaires techniques et financiers, et elle est gratuite pour les éleveurs et il s'agit d'une des activités primordiales de la DGSV et constitue un budget important du MEL. Il est donc important que cette campagne soit bien coordonnée et que les contributions et actions des différents partenaires se déroulent harmonieusement. Seule une évaluation de chaque campagne permet de capitaliser les expériences et d'améliorer la planification et la coordination des campagnes successives.

En outre le programme ARIMEL a appuyé des activités des structures faitières des producteurs comme l'IP-BVCP, CAPAN, la plateforme aviculture, le RECA ainsi que de l'Ordre Vétérinaire ainsi que l'Ordre Nationale des Vétérinaires du Niger (ONVN) et l'ANZOOPA.

1.2 Changements significatifs dans la stratégie d'intervention

Aucun changement significatif dans la stratégie d'intervention n'a été nécessaire par rapport au Dossier Technique et Financier si ce n'est l'alignement avec l'Initiative 3N au lieu de la SDR.

2 Résultats atteints

2.1 Matrice de monitoring

Résultats/Indicateurs	Valeur de base	Valeur cible finale	Vfinale obtenue	COMMENTAIRE	COMMENTAIRE
[illegible]					
[illegible]					
Fonds alloués au MEL - Votés - Libérés - Consommés	2,55 M€ 2,52 M€ 1,97 M€	18 M€ 18 M€ 16,2 M€	9,71 M€ 9,43 M€ 8,56 M€		Les fonds alloués ne dependent pas du proje, ce qui rend difficile l'accomplissement de ce genre d'indicateurs. Il s'agit plus de donner une indication sur l'importance donnée au secteur par le gouvernement. Budget croissant jusqu'en 2015 quand tous les budgets ont été coupés à cause du conflit à Diffa.
Niveau de consommation des crédits %consommés de libérés	78%	90%	91%		atteint
Niveau de coordination du secteur: nombre de réunions du CDC tenus	0	8	5	Cadre de concertation sous-secteur élevage fonctionnel avec réunions réguliers (2 par an)	Pas de tenu en année électorale, diminution du leadership politique
Un document de politique d'élevage actualisé et concerté + la prise en compte des aspects genre et environnement	0	7	7	SDDE: 1 chaque: draft - validé - approuvé - intégration 3N, intégration SDR, -genre, - environnement	atteint
Programmation unique par le MEL, qui inclut toutes les interventions dans le sous-secteur élevage et qui est basée sur la gestion axée sur des résultats	0	9	9	Plan d'action du programme points: 1 chaque: draft - validé - approuvé - intégration GAR -- - intégration 3N, intégration SDR, -genre, - environnement budget - révision annuelle	atteint
Niveau de maîtrise de l'information sur le secteur d'élevage: Nombre de documents et communications sur le secteur (mise en ligne au grand publique et en interne)	0	X+30%	X+10%	X=48 docs mis en ligne à la mise en ligne du site	Retard de mise en ligne du site. Nouvelle technologie - nécessite un suivi et accompagnement rapproché pour assurer une mise à jour régulière
Motivation et satisfaction du personnel	Satisfaction : 63% Motivé : 50% Démotivé : ≤20%	Satisfaction : 75% Motivé : 60% Démotivé : ≤10%	Satisfaction : 76% Motivé : 71% Démotivé : 10%	Questionnaire de l'année suivant	atteint Motivation augmente continuellement au niveau central, le niveau deconcentré reste encore à mieux motiver (une deuxième phase du programme devrait augmenter encore plus les investissements au niveau deconcentré)

Résultats/Indicateurs	Valeur de base	Valeur cible finale	2016 Vfinale obtenue	COMMENTAIRE	COMMENTAIRE
[illegible]					
1.1 Outils mis en place pour améliorer la circulation interne d'information et le niveau de leur utilisation	0	5	5	un plan d'amélioration de la communication interne est disponible - validé - tous les services centraux sont reliés en réseaux - tous les services régionaux sont reliés en réseaux - un intranet du MEL avec tous les documents/informations essentiels du	atteint
1.2 Synergies entre directions crées: nombre de réunions du cabinet restreint et élargi	1	24	2	indicateur à redéfinir avec MEL	Réunions ont augmenté jusqu'à 14/an en 2013 mais ont diminué en dernière année, année electorale. Le nouveau manuel de procedures précise qu'en cas d'absence du Ministre, le Sécrétariat Général peut tenir ces réunions.
1.3 Adaption des attributions, cahier des charges en fonction des besoins changeants	0	4	4	points: 1 chaque: état des lieux - draft - validé approuvé	atteint
1.4 Type d'investissements effectués et leur utilisation	0	2	2	un plan des besoins est disponible - investissements effectués	atteint

Résultats/Indicateurs	Valeur de base	Valeur cible finale	Vfinale obtenue	COMMENTAIRE	COMMENTAIRE
[illegible]					
2.1 Existence et niveau de mise en œuvre d'une stratégie de GRH, genre spécifique	0	7	7	Stratégie de GRH du Ministère de l'élevage points: 1 chaque: état des lieux - draft - validé approuvé - intégration 3N intégration SDR -	atteint
2.2 Existence et niveau de mise en œuvre du plan de formation	0	7	7	Plan de formation: points: 1 chaque: état des lieux - draft - validé - approuvé - intégration 3N, intégration SDR, genre	atteint
2.3 Type et appréciation de mesures incitatives définies et mises en œuvre	0	8	8	Mesures incitatives: points: 1 chaque: état des lieux - mise en place logiciel - évaluation personnel- piloté- évalué- révisé- validé - approuvé	atteint
[illegible]					
3.1 Qualité de la programmation et des rapports S&E	0	5	5	PA avec Indicateurs approuvés ; Baseline, Indicateurs suivis annuellement	atteint
3.2 Un guide unique de procédures de S&E élaboré en concertation avec l'I3N	0	3	2	Points 1 chaque: - draft - validé - approuvé -	concertation avec I3N en cours (le MEL à pris de l'avance)
3.3 Base de données opérationnelles	0	6	6	Points 1 chaque: - draft - validé -- approuvé-utilisé-révisé-approuvé	atteint
[illegible]					
4.1 Existence et qualité d'un document de politique sectorielle actualisé et niveau d'intégration du genre et de l'environnement	0	7	7	PA avec Indicateurs approuvés ; Baseline, Indicateurs suivis biannuellement	atteint
4.2 Le degré de participation des différents acteurs non-étatiques dans la définition et application des politiques	0	8	7	Points 1 chaque: - draft - validé - approuvé -	partiellement atteint, mais la participation peut encore être améliorée
4.3 Existence et qualité des stratégies thématiques nationales (FOSEL, Gestion des Abattoirs, Inventaire espaces past, SVPP)	1	14	14	Points 1 chaque: - draft -(utilisé)-révisé-validé approuvé	atteint
[illegible]					
5.1 Qualité es instances de coordination mis en place (nombre de réunions, type de décisions prises, niveau de participation des organisations faitières, représentation des femmes): CDC	0	8	5	Cadre de concertation sous-secteur élevage	Pas de tenu en année électoral, diminution du leadership politique
5.2 Niveau de structuration et niveau de représentativité des organisations faitières	RECA : National Régional (8) CAPAN National	RECA : National Régional (8) CAPAN National	RECA : National Régional (8) CAPAN National Régional (8 Program nat incl part region IP BVCP National Régional (8 Program nat incl part region	Représentativité des organisations 2014/5 IPBVCP	atteint, par rapportt aux attentes du DTF mais peut encore être amélioré pour correspondre aus attentes des acteurs
5.3 Nombre de documents et communications sur le secteur (mise en ligne au grand publique et en interne)	0	X+30%	X+10%	X=48 docs mis en ligne à la mise en ligne du site	Retard de mise en ligne du site. Nouvelle technologie - nécessite un suivi et accompagnement rapproché pour assurer une mise à jour régulière

2.2 Analyse des résultats

2.2.1 Dans quelle mesure l'intervention contribuera-t-elle à l'impact (impact potentiel) ?

En principe, l'intervention a contribué à l'atteinte de l'objectif à « La performance du secteur de l'élevage au Niger est améliorée et contribue à la réduction de la pauvreté rurale », mais cet impact est peu perceptible et mesurable uniquement sous un angle qualitatif/théorique (impacts potentiels) à cause de l'absence d'indicateurs permettant la mesure des changements escomptés et que la relation avec des indicateurs macro-économiques est peu pertinente.

Le changement observé est un meilleur fonctionnement du dispositif administratif (rapportage, programmation, ...) grâce à l'amélioration des conditions de travail et la maîtrise d'outils nouveaux au niveau de l'administration centrale et déconcentrée (satisfaction, motivation).

2.2.2 Dans quelle mesure l'outcome a-t-il été atteint ?

L'outcome « Les capacités institutionnelles et organisationnelles du MEL, entre autres dans son rôle de maître d'ouvrage du plan d'action du sous-secteur de l'Elevage, sont renforcées» a pu être atteint en grande partie dans le sens où l'intervention a essentiellement travaillé sur les capacités organisationnelles.

La SDDEL, avec son plan d'action et son manuel d'indicateurs ainsi que divers stratégies thématiques nationaux (La Stratégie de Gestion des Abattoirs, le document stratégique du recensement général de l'élevage, le guide national d'Installation des SVPP, le guide national d'inventaire des espaces pastoraux et des ressources pastorales), ainsi que la Stratégie de Gestion des Ressources Humaines, avec son plan de formation et le référentiel d'emplois, ont permis au ministère de disposer d'outils importants pour mener à bien son rôle. Ils sont devenus un acquis irréversible. Le Ministère assure l'exécution de ces activités principales (campagne de vaccination et pastorale) avec routine et avec participation de tous les acteurs, ainsi que dans un esprit d'amélioration continuelle. D'importants progrès ont été fait concernant l'aménagement pastoral, la sécurisation des espaces pastorales, ainsi que la privatisation des services vétérinaires, et des améliorations ont été fait concernant le contrôle des denrées d'origine animale, le contrôle des pharmacies vétérinaires et des médicaments vétérinaires ainsi que la transformation des produits d'origine animale et la structuration et la professionnalisation des acteurs du secteur.

Les capacités institutionnelles qui font référence au positionnement du ministère par rapport aux autres secteurs, et à ses compétences de coordination et de plaidoyer, ont été renforcées mais restent encore à parfaire.

2.2.3 Dans quelle mesure des outputs ont-ils été atteints ?

D'une manière générale, les outputs ont été atteints.
<u>Résultat 1 : L'organisation et le fonctionnement interne des services centraux et déconcentrés du MEL sont améliorés</u>

- Un cadre juridique organisant le MEL a été créé, adoptés et diffusé.
- Les cadres du MEL maîtrisent les concepts de base : SDDEL et lien avec I3N, l'approche genre et les questions sensibles tels que l'environnement
- Une stratégie de communication interne et son plan d'action ont été conçus et partiellement mis en œuvre:
  - Le MEL a été le ministère précurseur au Niger par rapport à l'utilisation d'un

réseau internet par fibre optique installé au niveau central et régional et 600 agents du MEL ont été formés en informatique ;
    - Le site web et intranet qui prévoit l'archivage en réseau des documents du Ministère a été conçu ;
- Réalisation des suivis internes réguliers du fonctionnement du MEL par l'Inspection Générale qui a réalisé comme ministère précurseur au Niger l'inventaire codifié du patrimoine du MEL: équipements, mobiliers, foncier (avec géo-référentiel) et immobilier du MEL.
- Un manuel de procédures du fonctionnement du MEL a été élaboré, validé et imprimé

Réalisation des investissements pour assurer les conditions de base du travail: bureaux, chaises, ordinateurs, imprimantes, scanners, générateurs et réfrigérateurs/congélateurs solaires pour la conservation des vaccins au niveau des 10 départements les plus éloignés et enclavés.

Résultat 2 : « Un système de gestion des ressources humaines est mis en place et rendu opérationnel »

- Une analyse des besoins en personnel au niveau central et déconcentré en fonction des attributions et de la programmation
- Un audit opérationnel de la DRH a été réalisé dont les conclusions ont permis d'introduire les changements souhaités tel que la Gestion des Carrières
- Une stratégie de gestion des RH qui prend en compte le genre et inclut des recommandations pour l'adéquation profil/poste a été élaborée et a été utilisée avec succès pour le lobbying pour recruter 700 nouveaux agents. Plusieurs autres outils indispensables pour la GRH ont été élaborés:
    - Un Référentiel des emplois servant de base pour le recrutement des 700 nouveaux agents et facilitant l'adéquation profil/poste
    - Un logiciel de Gestion des Ressources Humaines
    - Un Plan de Formation genre spécifique actualisé annuellement
    - Un système d'évaluation du personnel (s'inspirant du cercle de développement de la CTB simplifié)
    - Des mesures incitatives ont été développées: témoignage de satisfaction, accès aux formations selon le planning et évaluation de l'agent

Résultat 3 : Les capacités pour Programmer, Suivre et Évaluer et capitaliser les interventions menées dans le secteur de l'Élevage sont renforcées

- Un système de programmation, suivi et évaluation opérationnelle du MEL et ses Directions a été élaboré: le plan d'action de la SDDEL avec ces indicateurs genre-spécifiques
- La programmation et le suivi se font maintenant annuellement à travers des missions et ateliers régionaux pour permettre une programmation à la base.
- L'élaboration d'un manuel d'indicateurs plus détaillé pour le PA 2016-2018

Résultat 4 : Des Politiques sous-sectorielles sont élaborées et leur mise en œuvre renforcée.

- Une véritable stratégie sectorielle a été élaborée et adopté par le gouvernement: la stratégie de développement durable de l'élevage (SDDEL)
- Les agents du niveau central et des services déconcentrés ont été formés sur les concepts clés de cette stratégie (internalisation de la SDDEL et le lien entre l'I3N et la SDDEL)
- Les capacités des acteurs (principalement les agents du MEL mais aussi la société civile) ont été renforcées en mettant en œuvre le plan de formation
- Les stratégies thématiques suivantes ont été élaborées et/ou éditées:
    - Le manuel du Fonds de Sécurisation de l'Elevage (FOSEL),
    - La Stratégie de Gestion des Abattoirs,
    - Le document stratégique du Recensement général de l'élevage
    - Le guide national d'Installation des SVPP

- Le guide national d'inventaire des espaces pastoraux et des ressources pastorales

Résultat 5 La coordination entre les acteurs du secteur de l'Élevage et avec les autres acteurs du secteur rural est renforcée

- Les instances de coordination du sous-secteur Élevage (Cadre de concertation, réunion des PTF) ont été mises en place et financées.
- Ces réunions ont permis des échanges entre le MEL, les acteurs de la société civile et les PTF.
- La représentation du MEL au niveau de l'I3N est renforcée
- Une stratégie de communication externe pour promouvoir et renforcer la visibilité du secteur a été élaborée et sa mise en œuvre partiellement financée
- Un site web a été développé et mis en ligne.
- Divers produits de communication ont été élaborés et imprimés,
- La structuration et représentativité des Organisations faîtières dj Secteur de l'Élevage ont été améliorées,
- Le financement de la structuration de CAPAN et de l'Interprofession Bétail Viande Cuirs Peaux (IPBVCP) au niveau régional ainsi que l'élaboration de la stratégie d'autofinancement de cette dernière.

L'évaluation finale a conclu que le programme ARIMEL a atteint l'objectif stratégique visant à amorcer la redynamisation du MEL, en apportant modestement, et avec des moyens limités, les outils clés et méthodes qui permettent actuellement aux responsables des différents niveaux de qualifier l'avancée observée de « révolution dans les manières de travailler ».

Des signes positifs concernant tant l'amélioration du travail administratif que la motivation du personnel et leur appropriation permettent de penser, même en l'absence de moyens de mesures précis, que les apports ARIMEL sont significatifs.

Il convient cependant de noter qu'en raison des ressources limitées le déploiement des outils est resté limité principalement au niveau central et régional.

Les effets sont néanmoins sensibles dans un plus vaste cercle :
- soit directement : Amélioration de la qualité des « produits administratifs » ;
- soit indirectement, en ouvrant des perspectives sur d'autres façons de travailler plus efficaces, éventuellement possible, moyennant des ressources financières à rechercher.

En effet, afin que la gestion des programmes et projets du ministère soit améliorée (R1), le ministère dispose d'outils importants pour la planification entre autre et a bénéficié de renforcement des capacités (gestion axée sur les résultats notamment !). Il n'en reste que les dysfonctionnements internes au ministère, ne permettent pas une gestion de programmes efficace.

Bien qu'un système de suivi et évaluation soit en place, le ministère rencontre malgré tout des difficultés dans la collecte de données pour alimenter ce système. Les données doivent des fois être fournies par les autres ministères sectoriels qui ont tendance à « garder leurs données ». De plus, les moyens financiers et en ressources humaines manquent pour aller à la collecte de données notamment dans les départements.

Un plan de communication existe mais non utilisé si bien que même si les résultats étaient connus, ils ne sont pas diffusés car les moyens et outils n'ont pu être mis en place (site web, journaux périodiques, etc...).

2.2.4 Dans quelle mesure des outputs ont-ils contribué à l'atteinte de l'outcome ?

Les outputs tels que décrits dans le DTF pour l'atteinte de l'outcome étaient complètement appropriés bien que le cadre logique soit assez ambitieux : que ce soit dans les activités, les indicateurs et ce aux vues des préconditions qui n'étaient pas tous présentes, du temps limité de l'intervention, et de l'instabilité ministérielle.

Cependant, l'output 1 « L´organisation et le fonctionnement interne des services centraux et déconcentrés du MEL sont améliorés» a contribué au renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles du MEL, entre autres dans son rôle de maître d´ouvrage du PA du sous-secteur de l'Elevage, et ce en dotant le ministère d'un réseau internet et intranet non seulement au niveau central mais aussi régional, et ainsi en améliorant le système de communication interne. De plus les mécanismes et méthodes de travail ont été améliorés, en élaborant l'inventaire du patrimoine de l'élevage et en faisant des missions d'inspection régulières du MEL. Cela a abouti en un manuel de procédures de fonctionnement du MEL et un rapport de propositions de changement du fonctionnement.

L'output 2 « Un système de gestion de ressources humaines est mis en place et rendu opérationnel » a également contribué au renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles du MEL et ce notamment à travers la stratégie de gestion de ressources humaines, le plan de formation, un système d'évaluation du personnel.

L'output 3 « Les capacités de programmer, suivre, évaluer et capitaliser les interventions menées dans le secteur de l´élevage sont renforcées » a lui contribué au renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles du ministère par l'élaboration du plan d'action et la programmation et son suivi et évaluation annuel au niveau central, régional et départemental d'une façon participative.

L'output 4 « Des politiques et des stratégies (sous-) sectorielles sont élaborées et leur mise en œuvre renforcée » a contribué au renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles du MEL notamment à travers l'élaboration de la SDDEL (2012-2035) avec son plan d'action, et les stratégies thématiques comme le guide national de la mise ne place des services vétérinaires de proximité et le guide national d'inventaire des espaces pastoraux et des ressources pastorales, ainsi que la mise en œuvre d'une grande partie du plan de formation rendant les agents du MEL plus efficace dans leur travail.

L'output 5 « La coordination entre les acteurs du secteur d´élevage, et avec les autres acteurs du secteur rural est améliorée» a contribué au renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles du MEL à travers un meilleur partage des résultats et un feedback régulier des partis prenantes. Malheureusement pendant la dernière année du programme, qui était l'année électoral, les leaders politiques ont donné moins de support aux agents techniques et moins d'échanges ont eu lieu.

Le ministère doit encore travailler et améliorer la communication tant interne qu'externe, investir dans le plaidoyer et engager un travail beaucoup plus continu et intensif avec tous ses partenaires. La coordination reste un encore un défi au niveau de ce ministère bien que le programme ait appuyé l'organisation des cadres de concertation.

2.2.5 Appréciez les principaux facteurs d'influence. Quels ont été les enjeux majeurs rencontrés ? Comment l'intervention les a-t-elle pris en compte ?

Les plus grands facteurs d'influence que l'intervention a rencontré a été :

(1) Un ancrage à haut niveau décisionnel (SGA) avec orientation « technique » et avec une approche axée sur les résultats et dans le partage.
(2) Une équipe dédiée minimale (ATI, RAF, chauffeur).
(3) Toutes les activités ont été conçues et implémentés par les différentes directions selon leur attribution, ou avec les acteurs de la société civile (RECA, CAPAN, IP-BVCP, ONVN) avec utilisation minimale de consultants externes.

Ces caractéristiques se sont avérées comme des facteurs d'une bonne efficience, efficacité, appropriation et devront garantir au mieux la durabilité des acquis.

2.2.6 Appréciez les résultats inattendus, tant positifs que négatifs

La communication reste encore un défi, surtout après la mise en place du site web et du

réseau internet le MEL doit veiller à respecter l'entretien et la mise à jour régulière.

2.2.7 Appréciez l'intégration des thèmes transversaux dans la stratégie d'intervention

Dans les documents d'orientation (I3N, PDES, SDDEL) l'introduction du **concept genre** est comme un acquis. Il est mentionné que la stratégie se traduira par une plus grande équité dans l'approche (ou la sensibilité) genre lors du déroulement des programmes et projets. Cette intégration devra se faire dès la formulation des programmes techniques (amélioration de la santé animale et production/valorisation des produits issus de l'élevage) et des projets qui en découleront. Il s'agira d'analyser les situations selon l'approche genre et déterminer, pour chaque activité, si des dominations à caractère genre se retrouvent. Dans ce cas, la formulation devra veiller à privilégier des actions favorables à un principe d'atténuation, tant dans le public cible visé, que dans les activités ou les actions à entreprendre.

La SDDEL constate qu'une proportion non négligeable du cheptel est détenue par les femmes qui participent dans une moindre mesure dans la prise de décisions majeures d'exploitation des produits de ce cheptel. Par contre, on observe que de nombreuses étapes de la transformation des produits animaux ainsi que celui de la vente reste du ressort des femmes. La vente du lait avec ses différents dérivés, celle des volailles et des plats cuisinés des objets d'arts sont contrôlés et exécutés par les femmes. Les projets à concevoir devront prendre en compte tous ces aspects et favoriser le développement d'activités permettant d'éviter toute reproduction de dominations. Des outils de suivi et évaluation ont été mis au point à cet effet.

ARIMEL veille à donner de l'appui institutionnel à la « machinerie » genre à travers une intégration de l'aspect genre dans toutes les stratégies élaborées et en renforçant les capacités du point focal genre et des cadres du ministère. Le programme avait financé des formations et la mise en place des cellules genre dans toutes les régions, et la formation en genre des agents départementaux.

Ainsi la nouvelle stratégie du développement durable de l'élevage (SDDEL) du MEL souscrit le genre comme un de ses quatre principes directeurs transversaux. La SDDEL constate que l'aspect genre est une priorité de tous les cadres stratégiques actuels. Conformément à la Politique Nationale Genre (PNG), cette priorité sera posée comme un principe qui s'applique de plusieurs manières.

Ce principe a également été pris en compte au niveau de la Stratégie de Gestion des Ressources Humaines du Ministère. La gestion globale du personnel veillera à favoriser le recrutement et les formations continues, diplômantes et spécifiques des femmes afin d'améliorer le ratio homme/femme au sein du Ministère.

Fin 2013, le MEL a recruté 700 nouveaux agents. Il est à noter que 35% de ces nouveaux agents sont des femmes, et le pourcentage des agents féminins au MEL est donc passé de 10% à 18%. De son côté, le programme ARIMEL a spécifiquement encouragé les femmes à participer aux formations, et 41% des participants aux formations ont été des femmes.

L'impact sur **l'environnement** du programme ARIMEL s'est joué à travers une meilleure intégration de l'aspect environnement / gestion des ressources naturelles dans les stratégies et plans d'action du MEL.

Ainsi, la nouvelle stratégie de développement durable de l'élevage (SDDEL) du MEL compte l'environnement parmi ses quatre principes directeurs transversaux.

La stratégie stipule que la conduite des troupeaux se fera à travers une gestion intégrée des ressources naturelles mettant en avant l'exploitation durable et la protection des écosystèmes fragiles des zones arides et semi-arides du pays. En effet, une grande partie des activités de l'axe 'production animale' vise à améliorer la qualité de l'environnement à travers la planification, l'aménagement et la sécurisation de l'accès aux espaces et

ressources pastorales.

L'élevage a au cours des années 80 été indexé comme une activité destructrice de l'environnement. Le Niger, par les stratégies de lutte contre la désertification, a largement contribué à cristalliser les opinions sur cette question. Par exemple ainsi le surpâturage spécialement par les chèvres, des ruminants particulièrement robustes qui peuvent se nourrir d'arbustes, mais arrachent les plantes avec leurs racines, avait été identifié comme particulièrement agressives pour le sol. Le sol, n'étant plus maintenu en place par les racines des plantes, est alors emporté par le vent ou par les rares pluies et cela contribue à la désertification. Avec un certain recul historique, des nuances majeures peuvent maintenant être mises en avant, par exemple que le passage des animaux peut aussi contribuer à augmenter la biomasse.

Les conclusions de ce débat deviennent nettement plus favorables à l'élevage transhumant comme facteur d'amélioration d'un système agro sylvo pastoral performant (voir rapport 2012). Les aménagements à prévoir, au travers des schémas d'aménagements fonciers, devront garder le principe d'un développement durable de l'élevage, intégré dans un environnement fragile.

En plus la stratégie du développement durable de l'élevage (SDDEL) du MEL approuvée par le gouvernement en juillet 2013, prend en compte le changement climatique comme un de ses quatre principes directeurs transversaux.

La SDDEL souligne que les nouvelles perceptions des incidences du changement climatique, tant pour les phénomènes d'adaptation que d'atténuation, doivent guider la mise en œuvre de la stratégie et ainsi être posés comme un principe transversal. Le Niger doit analyser la situation et faire valoir ses atouts en la matière. La recherche de financements innovants (projets carbone, financement Recherche Développement Durable) peut présenter de nouvelles opportunités afin d'aider les systèmes pastoraux à se sécuriser, voire à se développer.

Ce principe permettra de s'assurer que les pasteurs, au travers de l'accompagnement du Ministère en charge de l'Élevage, ont bien été pris en compte dans la stratégie mise en œuvre par l'État pour produire du crédit carbone, via l'appui au pastoralisme.

2.2.8 Dans quelle mesure le M&E, les activités de backstopping et/ou les audits ont-ils contribué à l'atteinte des résultats ? Comment les recommandations ont-elles été prises en considération ?

Le système de M&E a permis de s'assurer d'une bonne progression dans l'atteinte des résultats. Néanmoins la discussion par rapport à l'introduction du outcome mapping n'a pas été concluante et l'outil n'a donc malheureusement pas été introduit.

Les diverses missions de backstopping ont permis de s'assurer du bon progrès du programme et qu'il s'intègre aussi bien dans les priorités du gouvernement nigérien que celles du gouvernement belge. L'ATI, le responsable et divers directeurs ont aussi bénéficiés de diverses petites formations donnés (gestion de la sécurité, MS Project...)

Enfin, les deux audits bien que plutôt positives, ont fait certaines recommandations que le programme a toujours pris en compte pour améliorer sa gestion et son fonctionnement.

3 Durabilité

3.1 Quelle est la viabilité économique et financière des résultats de l'intervention ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

Les acquis au niveau du renforcement des capacités surtout de la Direction des Etudes et de la Programmation, de la Direction des Ressources Humaines, et des deux Directions Générales seront viables même après la clôture du projet.

La SDDEL approuvé par le Gouvernement est un document de référence pour le secteur de l'élevage jusqu'en 2035, ou tout au moins pour la prochaine décennie à venir.

Son plan d'action est un outil opérationnel et révisé chaque année, permettant une programmation participative bottom-up (au moins depuis le niveau départemental pour l'instant). Cependant, le ministère devra trouver encore des moyens financiers pour la mise en œuvre de cette stratégie, bien que le démarrage d'importants projets cette dernière année est gage de réussite et d'espoir pour l'Elevage. Néanmoins, le secteur reste encore sous-financé surtout par rapport au secteur agricole.

Le Ministère de l'Elevage ayant été fusionné avec le Ministère de l'Agriculture, cela pourrait augmenter les risques de rendre le secteur moins visible et donc moins financé. Ou au contraire cela pourrait aussi avec un Ministre fort impliqué dans ce secteur et disposant d'un poids politique renforcer le Ministère et attirer des financements et peut-être même permettre de diffuser les outils et résultats obtenus par le programme ARIMEL et reconnus comme pilote, vers d'autres ministères.

3.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et perdurera-t-elle au terme de l'assistance externe ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

Toutes les activités ont été mises en œuvre avec l'implication des cadres et ce dès le début de l'activité.

Le projet a privilégié un travail essentiellement avec les structures concernées et a évité autant que se peut l'appel à des consultants externes ce qui a permis une appropriation par les bénéficiaires du projet. De plus, lorsque l'appel à des consultants a été inévitable, le programme a insisté que les structures bénéficiaires soient impliquées du début à la fin du processus si bien que le consultant n'était là « que pour l'accompagnement ».

Tous les outils développés avec l'appui du projet sont intégrés dans les structures bénéficiaires.

3.3 Quels ont été le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

L'appui politique au niveau ministère a été important pendant les premières 4 ans de l'intervention et notamment lors de l'élaboration du plan stratégique du ministère ainsi que les cadres de concertation.

La dernière année a été une année électorale et le niveau politique plus occupé par les élections était partagé entre le politique et l'opérationnel. Ce qui s'est traduit par une réduction du nombre de réunions (Cabinet / Cadre de Concertation...) tenues.

4 Apprentissage

4.1 Enseignements tirés

Les plus grands facteurs d'influence que l'intervention a rencontrés ont été :

(1) Un ancrage à haut niveau décisionnel (SGA) avec une orientation « technique » et avec une approche axée sur les résultats et dans le partage.

(2) Une équipe dédiée minimale (ATI, RAF, chauffeur).

(3) Tous les activités ont été conçues et implémentés par les diverses directions selon leur attribution, où avec les acteurs de la société civile (RECA, CAPAN, IP-BVCP, ONVN) avec l'utilisation minimale de consultants externes.

Ces caractéristiques se sont avérées comme des facteurs d'une bonne efficience, efficacité, appropriation et devront garantir au mieux la durabilité des acquis.

L'utilisation des indicateurs semble peu appropriée pour traduire et suivre les résultats en matière de changements organisationnels et institutionnels au sein de l'organisation bénéficiaire. L'utilisation d'autres méthodologies plus appropriés en lien avec le développement institutionnel aurait été plus appropriée (outcome mapping).

Un programme d'appui institutionnel tel qu'ARIMEL a vu les effets directs de son ancrage au sein du Ministère. La présence quotidienne de l'UGP et la communication avec les responsables à différents niveaux a permis de gagner leur confiance et de faciliter l'intégration des appuis du programme dans la vie du Ministère.

Un peu plus d'appui de la coopération belge au haut niveau politique (Ministre, PTF) pour améliorer la coordination des acteurs et leur engagement (cadre de concertation, réunions PTF) aurait été certainement bénéfique.

Les projets d'appui institutionnel et organisationnel couvrent des processus de longue haleine basés sur des changements de culture et des comportements/attitude des organisationnels. Sans ces derniers, d'autres changements en matière d'outils et de procédures, de structures, etc. risquent de ne pas être durables.

Le rôle de l'AT International permanent est essentiel pour assurer la suite à cette intervention. Il est important que l'assistant technique international puisse être impliqué largement dans des processus de changements organisationnels et qu'il/elle puisse coacher/faciliter/accompagner ces processus aux différents niveaux, y inclus au niveau de la décision politique.

4.2 Recommandations

La liste des chantiers prioritaires ci-dessus constituera la base des recommandations pour le nouveau programme (rapport d'évaluation).

Recommandation	Source	Public cible
Devront être privilégiées, naturellement les tâches permettant de consolider les acquis ARIMEL (notamment les outils méthodologiques) ;	Revue finale	Ministère et Coopération belge
Etendre les moyens /outils à un plus grand nombre d'agents MEL (notamment au niveau du	Revue finale	Ministère et

terrain) ;		Coopération belge
Mais également d'engager le MEL sur la voie de nouvelles étapes de développement (approche filière, culture fourragère)	Revue finale	Coopération belge
Double ancrage (de préférence au sein d'un seul programme) permet de mettre en pratique les stratégies et plans d'action et de donner un feedback continuel pour les améliorer.	UGP	Ministère
Réaffirmer un pilotage et une coordination forte à travers des réunions régulières afin d'assurer la complémentarité des activités, de susciter des prises d'initiatives à tous les niveaux, et d'instaurer une fonction de contrôle/ suivi.	UGP	Ministère
Nommer les ressources humaines non pas en fonction de leur affiliation politique mais en fonction de leurs compétences (Référentiel des Emplois).	UGP	Ministère
Systématiser les pratiques de gestion et de circulation de l'information ; malgré l'existence d'un plan de communication et des investissements en équipement, la gestion de l'information reste défaillante.	UGP	Ministère
Lors de chaque SMCL, le budget de la contrepartie financière nigérienne devrait faire l'objet d'un suivi plus rapproché.	SMCL	SMCL
Veiller au bon entretien du matériel (générateurs, frigos solaires, réseau intranet etc.) : prévoir un budget d'entretien et conclure des contrats d'entretien (réseau intranet)	UGP	Ministère

PARTIE 2 : Synthèse du monitoring (opérationnel)

1 Suivi des décisions prises par la SMCL

	Décision				Action			Suivi	
N°	Décision	Periode d'identification (mmm.aa)	Source*	Acteur	Action(s)	Resp.	Deadline	Avancement	Status
1	Rapport annuel 2012 Validé sous réserve d'intégrer l'observation mentionnée sous le Point n° 1	mars-13	SMCL	SMCL	mentionner dans la gestion des risques les mesures prises pour assurer le suivi et l'évaluation dans le contexte des conditions de sécurité difficiles	Coresp	01/03/2013	integré dans version finale	CLOSED
2	Rapport de programmation 2013	mars-13	SMCL	SMCL	Veiller à ce que la colonne 'Responsable' du chrono-gramme des activités soit remplie pour toutes les activités prévues	Coresp	01/03/2013	integré dans version finale	CLOSED

3	Révision budgétaire	janv-12	Corep		Resp/Coresp; Ord/Coord; HQCTB; SMCL	Coresp	01/03/2013	approuvé	CLOSED
4	Remplacer SDR par I3N	janv-12	Resp/Corep		A0502 « Renforcer la représentation du MEL auprès du SE/SDR »sera changé en « Renforcer la représentation du MEL auprès de la I3N ».	Coresp	01/03/2013	approuvé	CLOSED
					Les autres références concernant le programme 12 de la SDR dans le cadre logique et les indicateurs sera changé en 'sous-secteur élevage'	Coresp	01/03/2013	approuvé	
					Remplacer le représentant du Secrétariat Exécutif de la Stratégie de Développement Rural (SE-SDR) par un représentant de l'Initiative 3N comme membre de la SMCL.	Coresp	01/03/2013	approuvé	

5	Un arrêté pour la création du SMCL/ les membres du SMCL n'est pas nécessaire étant entendu que le DTF et le Règlement Intérieur suffit	mars-13	SMCL		-		01/03/2013	approuvé	CLOSED
6	Demandé de bien coordonner avec les autres programmes d'appui institutionnel de la CTB (AI Genre et AI Santé) pour les méthodologies de capitalisation et indicateurs d'appui institutionnels qui sont à définir	mars-13	SMCL	Coord	Réunions de coordination	Corep		Réunion et échanges d'indicateurs	CLOSED
7	demandé que l'exécution budgétaire de la partie nigérienne soit incluse dans le prochain rapport	mars-13	SMCL	Coord		Resp.	31/05/2016	a été inclus dans chanque rapport annuel depuis	CLOSED
8	demandé la remise des documents pour la SMCL avec au moins une semaine d'anticipation	mars-13	SMCL	Coord		Coresp	31/05/2016	a été respecté pour chaque SMCL depuis	CLOSED
9	demandé de réaliser une bonne gestion et suivi des marchés publics, ainsi que d'assurer une bonne diffusion	mars-13	SMCL	Coord		Coresp	31/05/2016	MP tous exécutés et receptionnés	CLOSED
10	ARIMEL devrait analyser les possibilités d'extension du réseau internet à d'autres structures. Le MEL prend en charge les frais de fonctionnement du réseau installé.	mars-13	SMCL	Ord		Resp/Coresp		MEL a pris en charge le fonctionnement; extension vers DEP, DGPIA en 2014, extension vers régions pendant prolongation	CLOSED

11	La décision d'appuyer la nouvelle Interprofession de la filière Bétail Viande, Cuirs et Peaux IP-BVCP a été prise.	févr-14	SMCL	Ord		Resp/Coresp	31/05/2016	1 activité exécuté, autres activités en cours	CLOSED
12	Validation de l'évaluation à mi-parcours et son PA	déc-14	SMCL	Ord	suivre PA	Resp/Coresp	déc-14	validé	CLOSED
13	Validation de l'avenant au DTF de la prolongation et son planning	déc-14	SMCL	Ord	suivre programmation	Resp/Coresp	déc-14	validé	CLOSED
12	Réunions biannuelles des PTF devront continuer mais le nombre des participants élargi pour inclure le MEL et les autres instances du secteur	déc-14	SMCL	Ord	rappel régulier	Resp/Coresp	31/05/2016	le MEL a été informé, et est rappelé régulièrement, mais depuis aucune réunion a eu lieu	CLOSED
13	Rapport des Résultats 2014	févr-15	SMCL	Ord	validé	Resp/Coresp	févr-15	validé	CLOSED
14	Rapport de Programmation 2015 (MONOP)	févr-15	SMCL	Ord	validé	Resp/Coresp	févr-15	validé	CLOSED
13	Rapport des Résultats 2015	févr-16	SMCL	Ord	validé	Resp/Coresp	févr-16	validé	CLOSED
14	Rapport de Programmation 2016 (MONOP)	févr-16	SMCL	Ord	validé	Resp/Coresp	févr-16	validé	CLOSED

2 Dépenses

Les données ci-dessous sont toutes les transactions valides, enregistrées jusqu'à la date du 12/05/2016. Elles donnent un aperçu global des dépenses à la fin de la phase d'exécution de l'intervention. Il ne s'agit pas du reliquat définitif de l'intervention. Le reliquat définitif sera le montant repris dans le *Rapport Financier Final,* transmis à la DGD par la CTB lors de la demande de réception de la prestation.

A Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du		1 806 290,00	1 716 344,16	109 945,84	121 598,70	-12 052,86	94%	101%
01 L'organisation et fonctionnement interne du MEIA sont améliorés		879 130,00	803 907,04	75 222,96	91 021,00	-15 798,04	91%	102%
01 Accompagner le démarrage de la réorganisation institutionnelle du MEIA	REGIE	29 260,00	29 255,68	4,32	0,00	4,32	100%	100%
02 Analyser les besoins en personnel au niveau central et déconcentré	REGIE	10 670,00	10 668,00	2,00	0,00	2,00	100%	100%
03 Concevoir et mettre en oeuvre système de communication interne	REGIE	440 000,00	365 052,15	74 947,85	86 392,00	-11 444,15	83%	103%
04 Instituer mécanismes et méthodes de travail	REGIE	24 000,00	21 340,26	2 659,74	1 537,00	1 122,74	89%	95%
05 Réaliser des suivis internes réguliers de l'organisation	REGIE	75 000,00	72 384,78	2 615,22	0,00	2 615,22	97%	97%
06 Réaliser des investissement pour les conditions de base de travail	REGIE	300 000,00	305 006,17	-5 006,17	3 092,00	-8 098,17	102%	103%
02 Un système de gestion de ressources humaines mis en place et rendu		68 960,00	70 962,64	-2 002,64	0,00	-2 002,64	103%	103%
01 Réaliser un audit organisationnel de la DRH : consult.national	REGIE	7 200,00	7 200,00	0,00	0,00	0,00	100%	100%
02 Elaborer une stratégie de gestion de ressources humaines	REGIE	24 360,00	24 356,56	3,44	0,00	3,44	100%	100%
03 Développer et suivre les plans de formation	REGIE	17 400,00	18 699,91	-1 299,91	0,00	-1 299,91	107%	107%
04 Développer et mettre en oeuvre des mesures incitatives	REGIE	20 000,00	20 706,17	-706,17	0,00	-706,17	104%	104%
03 Les capacités de programmation, suivi et évaluation sont améliorées		173 000,00	137 549,08	35 450,92	30 604,70	4 846,22	80%	97%
01 Définir et mettre en oeuvre système et outils de progammation	REGIE	34 000,00	32 852,69	1 147,31	0,00	1 147,31	97%	97%
02 Définir et mettre en oeuvre système et outils de suivi et évaluation T	REGIE	87 300,00	98 333,60	-10 533,60	0,00	-10 533,60	112%	112%
03 Capitalisation et valorisation des acquis	REGIE	51 700,00	6 362,79	44 337,21	30 604,70	14 332,51	12%	72%
04 Des politiques sectorielles sont élaborées et sa mise en œuvre		506 000,00	516 897,72	-10 897,72	473,00	-11 070,72	102%	102%
01 Mise à jour des concepts	REGIE	45 000,00	59 250,08	-14 250,08	0,00	-14 250,08	132%	132%
02 Renforcer les capacités des acteurs (soc.civ./privé/MEIA)	REGIE	260 000,00	252 004,08	7 995,92	473,00	7 522,92	97%	97%
03 Actualiser la politique sectorielle	REGIE	26 000,00	29 556,61	-3 556,61	0,00	-3 556,61	114%	114%
04 Définir des stratégies thematiques	REGIE	175 000,00	175 806,75	-806,75	0,00	-806,75	100%	100%
05 La coordination entre les acteurs du secteur de l'élevage/secteur		199 200,00	187 327,68	11 872,32	0,00	11 872,32	94%	94%
01 Animer les instance de coordination du programme 12	REGIE	18 000,00	12 628,44	5 371,56	0,00	5 371,56	70%	70%
02 Renforcer la représentation du MEIA auprès du SE/SDR	REGIE	10 000,00	6 974,03	3 025,97	0,00	3 025,97	70%	70%
03 Elaborer et mettre en oeuvre une stratégie de communication externe	REGIE	80 200,00	72 909,44	7 290,56	0,00	7 290,56	91%	91%
04 Favoriser l'émergence des organisations faîtières dans le secteur de	REGIE	91 000,00	94 815,77	-3 815,77	0,00	-3 815,77	104%	104%
Réserve budgétaire		34 500,00	0,00	34 500,00	0,00	34 500,00	0%	0%
01 Réserve budgétaire		34 500,00	0,00	34 500,00	0,00	34 500,00	0%	0%
01 Réserve budgétaire COGESTION	COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3%	3%
02 Réserve budgétaire REGIE	REGIE	34 500,00	0,00	34 500,00	0,00	34 500,00	0%	0%
Moyens généraux		1 057 210,00	973 366,77	84 043,23	68 538,00	15 504,23	92%	99%
01 Frais de personnel		867 210,00	865 580,31	1 629,69	23 492,00	-21 862,31	100%	103%

01 Assistant technique	REGIE	770 000,00	776 160,12	-6 160,12	20 000,00	-26 160,12	101%	103%
02 Equipe finance et administration	REGIE	97 210,00	89 420,19	7 789,81	3 492,00	4 297,81	92%	96%
02 Investissements		17 000,00	18 581,10	-1 581,10	0,00	-1 581,10	109%	109%
01 Véhicules	REGIE	15 000,00	16 570,78	-1 570,78	0,00	-1 570,78	110%	110%
02 Equipement bureau	REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%	7%
03 Equipement IT	REGIE	2 000,00	2 010,32	-10,32	0,00	-10,32	101%	101%
03 Frais de fonctionnement		56 000,00	34 299,96	21 700,04	1 550,00	20 150,04	61%	64%
01 Frais de services et maintenance de véhicules	REGIE	25 000,00	18 270,60	6 729,40	1 550,00	5 179,40	73%	79%
02 Fournitures de bureau	REGIE	3 500,00	3 364,05	135,95	0,00	135,95	96%	96%
03 Frais de communication	REGIE	500,00	245,55	254,45	0,00	254,45	49%	49%
04 Missions	REGIE	11 000,00	7 533,17	3 466,83	0,00	3 466,83	68%	68%
05 Expertise ponctuelle internationale ou nationale non définie	REGIE	16 000,00	4 886,59	11 113,41	0,00	11 113,41	31%	31%
04 Audit et Suivi et Evaluation		117 000,00	54 704,96	62 295,04	43 647,00	18 648,04	47%	84%
01 Frais de suivi et évaluation	REGIE	72 000,00	36 336,83	35 663,17	30 000,00	5 663,17	50%	92%
02 Audit	REGIE	23 000,00	6 640,30	16 359,70	13 647,00	2 712,70	29%	68%
03 Backstopping interne CTB	REGIE	22 000,00	11 727,83	10 272,17	0,00	10 272,17	53%	53%
99 Conversion rate adjustment		0,00	0,44	-0,44	0,00	-0,44	7%	7%
98 Conversion rate adjustment	REGIE	0,00	0,44	-0,44	0,00	-0,44	7%	7%
	REGIE	2 913 000,00	2 639 510,93	223 489,07	190 687,70	37 801,37	92%	99%
	COGEST	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%	7%
	TOTAL	2 913 000,00	2 639 510,93	223 489,07	190 687,70	37 801,37	92%	99%

3 Taux de décaissement de l'intervention

Les données ci-dessous sont toutes les transactions valides, enregistrées jusqu'à la date du 12/05/2016. Elles c dépenses à la fin de la phase d'exécution de l'intervention. Il ne s'agit pas du reliquat définitif de l'interventio montant repris dans le *Rapport Financier Final,* transmis à la DGD par la CTB lors de la demande de réception de l

Source de financement	Budget cumulé	Dépenses réelles cumulées	Taux de déboursement cumulé	Commentaires et rema
Contribution directe belge	2 918 000 €	2 881 199	99 %	Ces dépenses incluent tous engagements en cours
Contribution du pays partenaire	678 530 €	458087 €	59 %	
Autre source	N/A	N/A	N/A	

DETAILS SUR LA CONTREPARTIE NIGERIENNE

€	Budget	Dépenses					Solde	Taux de déboursem fin de l'ann
		2011	2012	2013	2014	2015		
Total	**678 530**	**0**	**81 121**	**64 365**	**43455**	**120 356**	**369 233**	
Output 1		0	19 313	45 227	14 428	7 277		
Output 2		0	0	0		0		
Output 3		0	653	0		0		
Output 4		0	61 156	19 138	9 510	23 767		
Output 5		0	0	0	19 518	0		
Moyen généraux		0	0	0		89 312		
Valorisation des mises à disposition + Exonérations fiscales obtenues						**88 854**		
Grand Total	**678 530**					**398 151**	**280 379**	

4 Personnel de l'intervention

Personnel (titre et nom)	Genre (H/F)	Durée de recrutement (dates début et fin)
1. Personnel national mis à disposition par le pays partenaire :	Dr. Abouba SAIDOU Responsable national	01/09/2011 au 31/05/2016
	Yacouoba ISSOUFOU WALI Chauffeur	15/10/2011 au 15/03/2012
2. Personnel d'appui, recruté localement par la CTB :	Amadou Abdou KOUNA Chauffeur	15/04/2012 au 31/05/2016
	Mahaman Habibou MAHAMAN KELZOUGANA RAF (mid-temps)	01/07/2011 au 15/11/2011
	Boubacar GOUMEY RAF (mid-temps)	01/11/2011 au 05/05/2013
	RAF Amadou DJIBO	12/06/2013 au 09/12/2013
	RAF Boubacar GOUMEY	03/02/2014 au 31/05/2016
3. Consultants, recruté localement :	Voir tableau marchés publics	
4. Consultants international (hors CTB) :	Voir tableau marchés publics	
5. Experts internationaux (CTB) :	Dr. Ricarda MONDRY	01/06/2011 au 31/05/2016

5 Marchés publics

N° du marché	Intitulé du marché	Type de marché	Coût en Euros	Montant (estimé/réalisé)	Mode de passation	Code budgétaire	Fournisseur	Réception provisoire	Réception définitive	Etat d'avancement
NER/01/2012/ARIMEL	Marché de fourniture et installation de 12 splits	S	8 000	Prévu	PNSP	A01_06	Soufiani	4-avr.-12	4-avr.-13	CLOT
			7 420	Réalisé						
NER/02/2012/ARIMEL	Marché de fourniture de mobilier	S	7 000	Prévu	PNSP	A01_06	Mereda, Mercure	10-avr.-12	10-avr.-13	CLOT
			7 419	Réalisé						
CTB/NER/118	Elaboration d'une stratégie de gestion des ressources humaines du MEL du Niger	S	50 000	Prévu	PNSP	A02_02	SOFRECO	9-mai-12	9-mai-12	CLOT
			49 994	Réalisé						
CTB/NER/120	Elaboration d'une stratégie et d'un plan d'actionnopérationnelle du MEL du Niger	S	25 000	Prévu	PNSP	A02_03	IRAM	9-mai-12	9-mai-12	CLOT
			26 660	Réalisé						
CTB/NER/126	Fourniture de 52 ordinateurs fixes et accessoires	F	44 200	Prévu	PNSP	A01_06	ASK Informatique	13-juin-12	13-juin-13	CLOT
			43 178	Réalisé						
CTB/NER/134	Fourniture pour la mise en place d'un reseau informatique au niveau du batiment principal du MEL	F	52 000	Prévu	PNSP	A01_03	Global	15-mai-13	15-mai-14	CLOT
			48 311	Réalisé						
CTB/NER/135	Fourniture de 6 installations solaires (réfrigerateurs/congélateurs) pour le MEL	F	60 000	Prévu	PNSP	A01_06	SES	28-jan-13	28-jan-16	GAR
			59 135	Réalisé					28-jan-18	

CTB/NER/136	Fourniture d'équipement informatique pour le MEL	F	20 000	Prévu	**PNSP**	**A01_06**	**SIME, ITT, ASK**	**10-juil.-12**	**10-juil.-13**	**CLOT**
			19128	Réalisé						
CTBNER/141	Fourniture de générateurs pour le MEL	F	60 000	Prévu	**PNSP**	**A01_06**	**CDA**	**12-juin-13**	**12-juin-16**	**GAR**
			59 845	Réalisé						
CTB/NER/150	Fourniture de 4 installations solaires (réfrigérateurs /congélateurs) pour le MEL	F	40 000	Prévu	**PNSP**	**A01_06**	**SES**	**29-nov.-13**	**9-nov.-16**	**GAR**
			39 423	Réalisé	**PNSP**				**9-nov.-18**	
CTB/NER/158	Marché de service Formation en informatique et communication	S	max 85 000	Prévu	**PNSP**	**A01_03**	**Global**	**12-juin-13**	**12-juin-13**	**CLOT**
			70 889	Réalisé						
CTB/NER/169	Marché de service Impression de la SDDEL et son PA, du Rap an et du PF	S	55 000	Prévu	**PNSP**	**A02_04, A03_02, A04_04**	**Union**	**17-juil.-14**	**17-juil.-14**	**CLOT**
			28 622	Réalisé						
CTB/NER/189	Marché de fourniture de 60 ordinateurs portables	F	45 000	Prévu	**PNSP**	**A01_06**	**Kanf**	**23-avr.-15**	**23-avr.-17**	**GAR**
			43 661	Réalisé						
CTB/NER/202	Marché de travaux de reprise des installations électriques du MEL	T	30 000	Prévu	**PNSP**	**A01_06**	**Kanf**	**13-août-15**	**13-août-17**	**GAR**
			33 487	Réalisé						
CTB/NER/206	Marché d'extension de réseau internet intranet aux services déconcentrés du MEL	T	85 000	Prévu	**PNSP**	**A01_03**	**Global**	**23-mai-16**	**23-mai-18**	**GAR**
			82 549	Réalisé						
NER/01/2016/ARIMEL	Marché d'impression de document	S	22 867	Prévu	**PNSP**	**A03_03**	**X**	**31-mai-16**	**31-mai-16**	**en cours**
			0	Réalisé						

6 Accords d'exécution

										Exécution (réalisés ou planifiés)								
N°	Code	Nom institution partenaire	Statut	Date entrée en vigueur	Date de fin	Remarques	Devise	Montant Total de l'accord	Montant Total en euros	Numéro du transfert	Montant du transfert	Date de transfert (réalisé ou planifié)	Numéro du transfert	Montant du transfert	Date de transfert (réalisé ou planifié)	Solde de l'accord en FCFA	Solde de l'accord en Euro	Execution financière (%)
1	A0402	DGP/IA	[redacted]	01-août-11	31-août-11	Formation GPS agents DGPIA	FCFA	1 900 000	€ 2 897	1	1 540 000	01-août-11	2	199 380	26-sept-11	160 620	244,86	92
2	A0402	DGP/IA	[redacted]	01-nov-11	30-nov-11	Formation GIS/ArcView	FCFA	5 200 000	€ 7 927	1	3 940 000	02-nov-11	2	1 260 000	30-nov-11	0	0,00	100
3	A0501	DGP/IA	[redacted]	01-nov-11	30-nov-11	Réunion CDC élevage	FCFA	1 350 000	€ 2 058	1	1 200 000	18-nov-11	2	57 876	30-nov-11	92 124	140,44	93
4	A0404	ONVN	[redacted]	01-nov-11	15-déc-11	IV JTV stratégie SA (rôle SVPP"	FCFA	9 300 000	€ 14 178	1	8 500 000	21-nov-11	2	690 122	15-déc-11	109 878	167,51	99
5	A0402	DSSDAOA	[redacted]	13-janv-12	20-févr-12	sécurité sanitaire des aliments	FCFA	6 850 000	€ 10 443	1	6 165 000	13-janv-12	2	582 365	07-févr-12	102 635	156,47	99
6	A0401	DEP	[redacted]	22-janv-12	25-févr-12	atelier nat stratégie PA+2CN	FCFA	4 700 000	€ 7 165	1	2 700 000	24-janv-12	2	2 000 000	25-févr-12	0	0,00	100
7	A0202	DRH	[redacted]	01-févr-12	20-févr-12	atelier nat stratégie GRH	FCFA	2 200 000	€ 3 354	1	1 900 000	03-févr-12	2	100 225	27-mars-12	199 775	304,56	91
8	A0504	RECA	[redacted]	15-févr-12	29-févr-12	formation en plaidoyer	FCFA	3 200 000	€ 4 878	1	2 880 000	17-févr-12	2	242 000	07-mars-12	78 000	118,91	98
9	A0401	DGSV	[redacted]	20-févr-12	25-mars-12	ateliers national + régional textes lox adoptés	FCFA	17 600 000	€ 26 831	1	15 840 000	22-févr-12	2	802 770	01-avr-12	957 230	1 459,29	95
10	A0504	ANZOOPA	[redacted]	20-févr-12	25-mars-12	atelier contribution pastoralism SA+EN	FCFA	2 900 000	€ 4 421	1	2 600 000	22-févr-12	2	300 000	01-avr-12	300 000	457,35	100
11	A0504	CAPAN	[redacted]	05-mars-12	25-mars-12	missions CDC Tb Do Ta Ag	FCFA	2 350 000	€ 3 583	1	2 100 000	07-mars-12	2	223 148	09-avr-12	26 852	40,94	99
12	A0504	CAPAN	[redacted]	20-avr-12	15-mai-12	atelier nat stratégie PA	FCFA	1 600 000	€ 2 439	1	1 300 000	22-avr-12	2	229 350	30-mai-12	70 650	107,71	96
13	A0501	DEP	[redacted]	19-avr-12	15-mai-12	Réunion CDC élevage	FCFA	300 000	€ 457	1	270 000	21-avr-12	2	29 130	22-mai-12	870	1,33	100
14	A0302	DGSV	[redacted]	20-avr-12	20-mai-12	Réunion évaluation camp vac	FCFA	7 632 875	€ 11 638	1	6 500 000	22-avr-12	2	1 132 875	27-mai-12	0	0,00	100
15	A0101	DDAIRP	[redacted]	09-mai-12	23-mai-12	Conférence femme cadre élevage	FCFA	450 000	€ 686	1	400 000	13-mai-12	2	40 000	25-mai-12	10 000	15,24	98
15 bis	A0101	Cabinet	[redacted]	01-juin-12	25-juin-12	réunion des cadres+ ventilation stratégie	FCFA	9 200 000	€ 14 025	1	8 200 000	03-juin-12	2	883 940	02-juil-12	116 060	176,93	99
17	A0504	RECA	[redacted]	07-juin-12	29-juin-12	Rencontres représentation	FCFA	2 900 000	€ 4 421	1	2 600 000	09-juin-12	2	51 950	06-juil-12	248 050	378,15	91
18	A0402	DGPIA	[redacted]	22-juin-12	25-juil-12	Formations LEGS	FCFA	2 100 000	€ 3 201	1	1 900 000	24-juin-12	2	41 350	01-août-12	158 650	241,86	92
19	A0504	CAPAN	[redacted]	05-juil-12	25-juil-12	missions CDC Di, Ma, Zl	FCFA	2 450 000	€ 3 735	1	2 200 000	07-juil-12	2	129 269	01-août-12	120 731	184,05	95
20	A0105	IGS	[redacted]	05-juil-12	25-juil-12	Mission de contrôle	FCFA	3 000 000	€ 4 573	1	2 700 000	07-juil-12	2	276 625	01-août-12	23 375	35,63	99

											Exécution (réalisés ou planifiés)								
N°	Code	Nom institution partenaire	Statut	Date entrée en vigueur	Date de fin	Remarques	Devise	Montant Total de l'accord	Montant Total en euros	Numéro du transfert	Montant du transfert	Date de transfert (réalisé ou planifié)	Numéro du transfert	Montant du transfert	Date de transfert (réalisé ou planifié)	Solde de l'accord en FCFA	Solde de l'accord en Euro	Execution financière (%)
21	A0101	DDAIRP	[redacted]	11-juil-12	20-août-12	Formation genre	FCFA	8 300 000	€ 12 653	1	7 700 000	13-juil-12	2	-158 475	27-août-12	758 475	1 156,29	91
22	A0503	DDAIRP	[redacted]	11-juil-12	20-août-12	Plan de communication externe	FCFA	300 000	€ 457	1	270 000	13-juil-12	2	-108 700	27-août-12	138 700	211,45	54
23	A0104	DGSV	[redacted]	11-juil-12	20-août-12	atelier nat nvx txt legis	FCFA	4 250 000	€ 6 479	1	3 800 000	13-juil-12	2	300 800	27-août-12	149 200	227,45	96
24	A0302	DEP	[redacted]	01-nov-12	20-déc-12	formation régional stratégie PA, approche sectorielle	FCFA	9 850 000	€ 15 016	1	8 860 000	23-nov-12	2	258 780	20-déc-12	731 220	1 114,74	93
25	A0404	ONVN	[redacted]	01-nov-12	20-déc-12	V JTV stratégie SA	FCFA	4 300 000	€ 14 178	1	3 900 000	23-nov-12	2	749 000	20-déc-12	-349 000	-532,05	108

TDR :

											Exécution (réalisés ou planifiés)								
N°	Code	Nom institution partenaire	Statut	Date entrée en vigueur	Date de fin	Remarques	Devise	Montant Total de l'accord	Montant Total en euros	Numéro du transfert	Montant du transfert	Date de transfert planifié	Date de transfert réalisé	Numéro du transfert	Montant du transfert	Date de transfert planifié	Solde de l'accord en FCFA	Solde de l'accord en Euro	Execution financière (%)
2013.1	A0402	DGPIA	[redacted]	30-avr-13	30-avr-13	Formations LEGS M+D+A+Z+T	FCFA	5 930 000	€ 9 040	1	5 330 000	02-mai-13	03-mai-13	2	-27 069	30-mai-13	627 069	955,96	89%
2013.2	A0302	DGSV	[redacted]	03-mai-13	20-mai-13	Réunion évaluation camp vac	FCFA	8 200 000	€ 12 501	1	7 700 000	05-mai-13	06-mai-13	2	-1 030 150	27-mai-13	1 530 150	2332,70	81%
2013.3	A0504	RECA	[redacted]	01-avr-13	30-avr-13	réunion thématique	FCFA	4 700 000	€ 7 165	1	4 230 000	03-avr-13	04-avr-13	2	470 000	07-mai-13	0	0,00	100%
2013.4	A0504	AVPN	[redacted]	01-mai-13	30-mai-13	réunion annuelle SVP	FCFA	4 700 000	€ 7 165	1	4 230 000	03-mai-13	04-mai-13	2	470 000	06-juin-13	0	0,00	100%
2013.5	A0504	CAPAN	[redacted]	01-mai-13	30-mai-13	réunion thématique	FCFA	3 000 000	€ 4 573	1	2 700 000	03-mai-13	04-mai-13	2	300 000	06-juin-13	0	0,00	100%
2013.6	A0504	ANZOOPA	[redacted]	01-mai-13	30-mai-13	réunion annuelle services é	FCFA	3 000 000	€ 4 573	1	2 700 000	03-mai-13	04-mai-13	2	300 000	06-juin-13	0	0,00	100%
2013.7	A0101	DDAIRP	[redacted]	01-mai-13	30-mai-13	mission genre	FCFA	8 500 000	€ 12 958	1	7 650 000	03-mai-13	04-mai-13	2	850 000	06-juin-13	0	0,00	100%
2013.08	A0302/3	DEP	[redacted]	01-mai-13	30-juin-13	système s&e	FCFA	17 000 000	€ 25 916	1	15 300 000	03-mai-13	04-mai-13	2	1 700 000	07-juil-13	0	0,00	100%
2013.09	A0103	DRH	[redacted]	01-mai-13	30-mai-13	Formation informatique	FCFA	8 000 000	€ 12 196	1	7 200 000	03-mai-13	04-mai-13	2	800 000	07-déc-12	0	0,00	100%
2013.10	A0404	DGPIA/F	[redacted]	01-mai-13	30-juil-13	atelier national amélioration	FCFA	8 000 000	€ 12 196	1	7 200 000	03-mai-13	04-mai-13	2	800 000	06-août-13	0	0,00	100%
2013.11	A0105	IGS	[redacted]	01-sept-13	20-oct-13	Mission de contrôle	FCFA	4 925 000	€ 7 508	1	4 500 000	01-févr-13	02-févr-13	2	425 000	27-oct-13	0	0,00	100%
2013.12	A0404	ONVN	[redacted]	01-oct-13	20-oct-13	VI JTV stratégie SA	FCFA	10 000 000	€ 15 245	1	9 000 000	03-oct-13	04-oct-13	2	1 000 000	27-oct-13	0	0,00	100%
2013.13	A0404	DGPIA	[redacted]	06-déc-13	08-janv-14	Plateformes innovation	FCFA	5 848 510	€ 8 916	1	5 250 000	08-déc-13	09-déc-13	2	97 240	19-févr-14	501 270	764,18	91%
2013.14	A0105	IGS	[redacted]	01-sept-13	20-oct-13	Mission de contrôle	FCFA	4 925 000	€ 7 508	1	4 500 000	01-févr-13	02-févr-13	2	425 000	27-oct-13	0	0,00	100%
2013.15	A0404	ONVN	[redacted]	01-oct-13	20-oct-13	VI JTV stratégie SA	FCFA	10 000 000	€ 15 245	1	9 000 000	03-oct-13	04-oct-13	2	1 000 000	27-oct-13	0	0,00	100%
2013.16	A0301/2	DEP	[redacted]	06-déc-13	08-janv-14	Suivi 13 Program 14	FCFA	5 848 510	€ 8 916	1	5 250 000	08-déc-13		2	97 240	19-févr-14	501 270	764,18	91%

													Execution (réalisée ou planifiée)									
N°	Code	Nom institution partenaire	Statut	Date entrée en vigueur	Date de fin selon TDR	Remarques	Devise	Montant Total des TDR	Montant Total TDR en euros	Montant Total du budget exo par contr.	Montant Total en euros	Numéro du transfert	Montant du transfert	Date de transfert planifié	Date de transfert réalisé	Numéro du transfert	Montant du transfert	Date de transfert planifié	Date de transfert réalisé	Solde de l'accord en FCFA	Solde de l'accord en Euro	Execution financière (%)
2014.01	A0404	Cabinet	[redacted]	08-avr-13	25-mai-13	Strat Gestion Abattoirs	FCFA	2 628 320	€ 4 312	2 628 320	€ 4 312	1	2 500 000	11-avr-13	12-avr-13	2	-27 069	01-juin-13	20-juin-13	355 389	541,79	87
2014.02	A0504	ANZOOPA	[redacted]	25-avr-14	04-juin-14	Mission de redynamisation des structures régionales de l'ANZOOPA	FCFA	3 508 250	€ 5 348	3 508 250	€ 5 348	1	3 200 000	25-avr-14	02-mai-14	2	68 600	04-juin-14	31-oct-14	239 650	365,34	93
2014.03	A0505	IP BVCP	[redacted]	05-mai-14	05-juin-14	Première réunion du comité interprofessionnel national de l'IP BVCP		2 167 320	€ 3 304	2 167 320	€ 3 304	1	1 950 000	05-mai-14	08-mai-14	2	211 320	05-juin-14	18-juin-14	6 000	9,15	100
2014.04	A0302	DGSV	[redacted]	12-mai-14	25-mai-14	Réunion évaluation camp vac	FCFA	9 103 840	€ 13 879	9 103 840	€ 13 879	1	8 200 000	12-mai-14	15-mai-14	2	486 710	25-mai-14	17-juin-14	2 417 130	3 684,89	73
2014.05	A0402	CF	[redacted]	EN DIRECT	EN DIRECT	Journée Nationale de la femme																100
2014.06	A0404	DGSV	[redacted]	EN DIRECT	EN DIRECT	Réunion de l'OIE																100
2014.07	A0301	DEP	[redacted]	EN DIRECT	EN DIRECT	Cadre de concertation																100
2014.08	A0302	DGPIA/IA	[redacted]	30-mai-14	17-juin-14	Mission des activités de la vulgarisation	FCFA	1 554 490	2 370	1 554 490	2 370	1	1 400 000	30-mai-14	17-juin-14	2	154 490	18-juil-14	25-juin-14	0	0	100
2014.09	A0404	DS	[redacted]	EN DIRECT	EN DIRECT	Elaboration du document de recensement général de l'Elevage	FCFA		€ 0	0	€ 0	1				2						100
2014.10	A0504	CAPAN	[redacted]	04-juin-14	25-juin-14	Forum Régional pour la paix et la solidarité pastorale	FCFA	5167230	€ 7 877	5 167 230	€ 7 877	1	4 500 000	04-juin-14	10-juin-14	2	565 830	25-juin-14	29-sept-14	101 400	154,58	98
2014.11	A0203	DRH	[redacted]	03-juil-14	10-août-14	Sensibilisation des agents nouvellement recrutés sur le déroulement de la carrière	FCFA	2 456 805	€ 3 745	2 456 805	€ 3 745	1	2 000 000	03-juil-14	14-juil-14	2	264 805	10-août-14	11-sept-14	192 000	292,70	92
2014.12	A0104	IGS	[redacted]	15-juil-14	10-sept-14	Atelier sur le parachèvement de la codification et d'actualisation des données du patrimoine de l'Elevage	FCFA	6 662 280	€ 10 157	6 662 280	€ 10 157	1	5 300 000	15-juil-14	14-nov-14	2	1 317 280	10-sept-14	08-déc-14	45 000	68,60	99

N°	Code	Nom institution partenaire	Statut	Date entrée en vigueur	Date de fin selon TDR	Remarques	Devise	Montant Total des TDR	Montant Total TDR en euros	Montant Total du budget exe par contr.	Montant Total en euros	Exécution (réalisée ou planifiée) Numéro du transfert	Montant du transfert	Date de transfert planifié	Date de transfert réalisé	Numéro du transfert	Montant du transfert	Date de transfert planifié	Date de transfert réalisé	Solde de l'accord en FCFA	Solde de l'accord en Euro	Execution financière (%)
2015.01	A0301/2	DEP	[illegible]	11-févr-15	20-mars-15	Mission conjointe de suivi de la planification des activités de 2014 et l'élaboration de la programmation régionale 2015	FCFA	15 035 815	€ 22 922	15 035 815	€ 22 922	1	12 000 000	13-févr-15	16-févr-15	2	2 583 095	27-mars-15	31-mars-15	452 720	690,17	97
2015.02	A0204	DRH	[illegible]	05-févr-15	05-mars-15	Réunion évaluation camp vac	FCFA	1 557 650	€ 2 375	€ 1 557 650	€ 2 375	1	1 250 000	07-févr-15	06-févr-15	2	145 750	12-mars-15	24-févr-15	161 900	246,81	90
2015.03	A05.02	HC3N	[illegible]	18-févr-15	25/03/2015	Caravane d'information et de sensibilisation des éleveurs dans les zones pastorales de la région de Zinder	FCFA	3 762 220	€ 5 735	3 762 220	€ 5 735	1	3 000 000	20-févr-15	24-févr.-15	2	-483 780	01-avr-15	23-juil.-15	1 246 000	1 899,51	67
2015.04	A02.04	DRH	[illegible]	10/03/2015	05/04/2015	Formation des responsables centraux et déconcentrés sur l'évaluation des fonctionnaires	FCFA	5 456 870	€ 8 319	5 456 870	€ 8 319	1	4 000 000	12-mars-15	10-mars-15	2	732 140	12-avr-15	3-avr.-15	724 730	1 104,84	87
2015.05	A04.04	DGSV	[illegible]	10-mars-15	20/04/2015	Etat des lieux des établissements privés vétérinaires et contrôle du respect de la réglementation de la profession vétérinaire privé au Niger	FCFA	2 790 360	€ 4 254	2 790 360	€ 4 254	1	2 250 000	12-mars-15	10-mars-15	2	540 360	27-avr-15	28-avr.-15	0	0,00	100
2015.06	A0105	IGS	[illegible]	25-mars-15	20/05/2015	Mission d'identification et de matérialisation georéferencee du patrimoine foncier et immobilier du Ministère de l'Elevage	FCFA	10 755 830	€ 16 397	10755830	€ 16 397	1	8 600 000	27-mars-15	31-mars-15	2	2 155 830	27-mai-15	20-mai-15	0	0,00	100
2015.07	A0504	IP BCVP	[illegible]	25-mars-15	30/04/2015	Ateliers régionaux de sensibilisation sur les objectifs de l'interprofession bétail, viande, cuirs et peaux du Niger	FCFA	4 611 760	€ 7 031	4611760	€ 7 031	1	3 700 000	27-mars-15	31-mars-15	2	941 760	07-mai-15	30-avr.-15	-30 000	-45,73	101
2015.08	A0404	ONVN	[illegible]	21-juil-15	15/10/2015	VII JTV	FCFA	11 979 760	€ 18 263	11979760	€ 18 263	1	10 600 000	23-juil-15	16-sept.-15	2	-1103590	22-oct-15	30-nov.-15	2 483 350	3 785,84	79
2015.09	A0504	IP BCVP	[illegible]	29-mai-15	30/06/2015	Ateliers régionaux de sensibilisation sur les objectifs de l'interprofession bétail, viande, cuirs et peaux du Niger	FCFA	4 088 760	€ 6 233	4 088 760	€ 6 233	1	3 250 000	31-mai-15	1-juin-15	2	785 260	07-juil-15	26-juin-15	53 500	81,56	99
2015.10	A0404	IGS	[illegible]																			
2015.11	A0302	DGSV	[illegible]	02-juil-15	05/08/2015	Réunion évaluation camp vac 2014/2015	FCFA	9 141 760	€ 13 937	7 078 760	€ 10 788	1	6 500 000	04-juil-15	9-juil.-15	2	-508 110	12-août-15	27-juil.-15	3 149 870	4 801,95	66
2015.12	A0404	Comité Femmes Elevage	[illegible]	15-mai-15	20/05/2015	Commémoration de la journée nationale de laferme du Niger	FCFA	967 500	€ 1 475	967500	€ 1 475	1	967 500	17-mai-15	18-mai-15	2	0	27-mai-15	-	0	0,00	100
2015.13	A0402	IP BCVP	[illegible]	15-juil-15	10/08/2015	Formation des responsables de l'IP BVCP	FCFA	5 244 160	€ 7 995	5 244 160	€ 7 995	1	4 200 000	17-juil-15	22-juil.-15	2	1 044 160	17-août-15	4-sept.-15	0	0,00	100
2015.14	A0402	CAPAN	[illegible]	20/07/2015	10/09/2015	Formation des responsables de CAPAN	FCFA	5 369 130	€ 8 185	5 369 130	€ 8 185	1	4 300 000	22-juil-15	22-juil.-15	2	-603 300	17-sept-15	28-oct.-15	1 672 430	2 549,60	69
2015.15	A0105	IGS	[illegible]	22/07/2015	10/09/2015	Mission de dénombrement physique des agents	FCFA	7 032 205	€ 10 721	7 032 205	€ 10 721	1	5 650 000	24-juil-15	22/07/15	2	1 382 205	17-sept-15	21/07/2015	0	0,00	100
2015.16	A0303 & A0404	DGSV	[illegible]	08/09/2015	05/10/2015	Rtraite "Stratégie SVPP" et arrêtés	FCFA	2 735 640	€ 4 170	2 735 640	€ 4 170	1	2 350 000	10-sept-15	08/09/2015	2	-5521	12-oct-15	28/09/2015	391 161	596,32	86
2015.17	A0105	IGS	[illegible]	14/10/2015	15/11/2015	Mission de supervision de la gestion administrative et financiere des services deconcentres de l'elevage	FCFA	5 205 680	€ 7 936	5205680	7936,008	1	4 200 000	16-oct-15	14-oct.-15	2	915 680	22-nov-15	22/01/2016	90 000	137,20	98
2015.18	A0104	DEP	[illegible]	26/10/2015	10/12/2015	Elaboration du plan d'action 2016-18 CDMT Manuel n&e	FCFA	10 215 050	€ 15 573	10215050	15572,743	1	8 200 000	28-oct-15	27-oct.-15	2	1 597 625	17-déc-15	02/12/2015	417 425	636,36	96
2015.19	A0402	CAPAN	[illegible]	21/10/2015	05/11/2015	Forum régional sur la consolidation de la paix Tanout	FCFA	8 004 115	€ 12 202	8 049 675	12271,65	1	6 400 000	23-oct-15	21/10/2015	2	1 649 675	12-nov-15	02/12/2015	-45 560	-69,46	101
2015.20	A0402	ONVN	[illegible]	01/12/2015	10/12/2015	Atelier thématique d'échanges professionnels	FCFA	4 122 440	€ 6 285	3 946 951	6017,088	1	3 252 440	03-déc-15	02/12/2015	2	694 511	17-déc-15	09/03/2016	175 489	267,53	96
2015.21	A0404	DGSV	[illegible]	01/12/2015	15/12/2015	Atelier de validation de la stratégie national SVPP	FCFA	1 106 000	€ 1 686	1 106 000	1686,0861	1	885 000	03-déc-15	03/12/2015	2	8 000	22-déc-15	08/04/2016	213 000	324,72	81
2015.22	A0301 &A0	DEP	[illegible]	17/01/2015	31/03/2016	Mission d'évaluation des activités 2015	FCFA	15 095 910	€ 23 014	13 940 000	21251,393	1	13 940 000	19-janv-15	18/01/2015	2	0	07-avr-16	-	1 155 910	1 762,17	92

7 Équipements

a) Equipements informatiques

Inventaire des Actifs Fixes du projet

CTB NIGER

Project id. + Mode		NER 08 025 11					Regie CTB	Document prepared by :			Controlled & approved by :	
Project title		Appui au Renforcement Institutionnel du Ministère de l'Elevage						RAF ARIMEL			ATI Coresponsable ARIMEL	
Reporting period		from:	01/01/2011		to :	31/05/2016						
Category of Goods		IT EQUIPMENT (GL 60 40 20)										
Reporting currency		Acquisition Currency (XOF) and Euro (EUR)						Date :	13 mai 2016		Date :	13 mai 2016
INVENTORY CODE	DATE OF PURCHASE	QUANTITY	DESCRIPTION	SERIAL N°	ACQUISITION COST			FIT GT. N°	SUPPLIER	LOCATION	RESPONSABLE	OBSERVATIONS (STATE or CONDITION)
					Currency	Amount	FIT Value in EUR					
NER08025 11 EI 001	04-nov-11	1	Achat ordinateur portable DELL		XOF	1 359 143	2 072,00	102	Systemat Belgium	Bureau ARIMEL	ATI Coresponsable	Usagé (amorti)
NER08025 11 EI 002	11-nov-11	2	Acquisition matériels informatiques (1 vidéo projecteur, 1 écran de projection)		XOF	525 256	800,75	89	ASK Informatique	Bureau ARIMEL	ATI Coresponsable & RAF ARIMEL	En bon état
NER08025 11 EI 003	12-déc-11	43	Acquisition de 43 ordinateurs portables DELL pour les agents du Ministère de l'Elevage		XOF	133 684 693	203 801,00	124	Systemat Belgium	Matériels transférés au Ministère	Secrétariat général du Ministère	Usagé (amorti)
NER08025 11 EI 004	22-déc-11	1	Achat 1 Imprimante bureau		XOF	327 500	499,27	133	Ets Méréda	Bureau ARIMEL	ATI Coresponsable & RAF ARIMEL	En bon état
NER08025 11 EI 005	27-juin-12	1	Achat copieur bureau		XOF	2 450 000	3 735,00	455	Espace Copieur	Bureau ARIMEL	ATI Coresponsable & RAF ARIMEL	En bon état

NER08025 11 EI 006	18/07/12	52	Acquisition de 52 ordinateurs de bureau pour les agents du Ministère de l'Elevage		XOF	27 756 383,00	42 314,33	563	ASK Informatique	Matériels transférés au Ministère	Secrétariat général du Ministère	En bon état
NER08025 11 EI 007	23-janv-13	20	Acquisition de matériels informatiques de bureau (10 vidéo projecteurs et 10 écrans de projection) pour les agents du Ministère de l'Elevage		XOF	5 264 000	8 024,92	770	ASK Informatique	Matériels transférés au Ministère	Secrétariat général du Ministère	En bon état
NER08025 11 EI 008	23-janv-13	6	Acquisition de matériels informatiques de bureau (1 téléfax HP et 5 scanners HP) pour les agents du Ministère de l'Elevage		XOF	689 900	1 051,75	772	SIME Informatique	Matériels transférés au Ministère	Secrétariat général du Ministère	En bon état
NER08025 11 EI 009	15-févr-13	1	Disque dure externe		XOF	89 250	136,06	792	SIME Informatique	Bureau ARIMEL	ATI Coresponsable	En bon état
NER08025 11 EI 010	19-déc-14	1	Disque dure externe		XOF	81 900	124,86		ASK Informatique	Bureau ARIMEL	RAF ARIMEL	En bon état
NER08025 11 EI 011	24-juil-13	1	Achat laptop pour RAF ARIMEL		XOF	497840	758,95	1027	ASK Informatique	Bureau ARIMEL	RAF ARIMEL	En bon état
NER08025 11 EI 012	15-avr-13	49	Accquisition de matériels informatiques de bureau (imprimantes noir sur blanc et couleur) pour les agents du Ministère de l'Elevage		XOF	6 593 480	10 051,70	867	ITT Informatique	Matériels transférés au Ministère	Secrétariat général du Ministère	En bon état
NER08025 11 EI 013	04-sept-14	1	Imprimante pour l'initiative 3 N		XOF	254 550	388,06	1692	ITT Informatique	Matériel transféré à l'initiative 3N	Dr Boukary Razac, HCI3N	En bon état
NER08025 11 EI 014	24-oct-14	1	scanner pour l'initiative 3 N		XOF	272 450	415,35	1786	SIME Informatique	Matériel transféré à l'initiative 3N	Dr Boukary Razac, HCI3N	En bon état
NER08025 11 EI 015	24-oct-14	1	GPS pour l'initiative 3 N		XOF	236 061	359,87	1787	SIME Informatique	Matériel transféré à l'initiative 3N	Dr Boukary Razac, HCI3N	En bon état
NER08025 11 EI 016	28-oct-14	2	Disques dures externes		XOF	140 000	213,43	1789	Papeterie Cadeaux	Bureau ARIMEL et SGA	RAF ARIMEL et Responsable National ARIMEL	En bon état
NER08025 11	03-févr-15	1	Achat laptop pour l'initiative 3N		XOF	997 810	1 521,15	1951	Gamma Infomratique	Matériel transféré à l'initiative	Dr Boukary Razac, HCI3N	En bon état

EI 017										3N		
NER08025 11 EI 018	11-mai-15	60	Accquisition de 60 ordinateurs portables pour les agents du Ministère de l'Elevage		XOF	28 640 000	43 661,40	2125	Kanf Electronique	Matériel transféré au MEL	Secrétariat général du Ministère	En bon état
NER08025 11 EI 019	18/04/2016	1	Achat laptop + logiciel MAC office pour le SGA et Responsable ARIMEL	S/NC1MR733SQ944	XOF	1 002 020	1 527,57	2883	Gamma Infomratique	Matériel transféré au MEL	Secrétariat général du Ministère	En bon état
NER08025 11 EI 020	18/04/2016	1	Achat d'un logiciel MAC Office pour le SGA MEL et Responsable ARIMEL	SE924050	XOF	137 500	209,62	2883	Gamma Infomratique	Matériel transféré au MEL	Secrétariat général du Ministère	En bon état
NER08025 11 EI 021	25/04/2016	2	Disque dure externe									
NER0802511	ITEMS		TOTAL IT EQUIPMENT (60 40 20)				321 667,02					

b) Equipements bureau

Inventaire des Actifs Fixes du projet

CTB NIGER

Project id. + Mode		NER 08 025 11					Regie CTB	Document prepared by :		Controlled & approved by :	
Project title		Appui au Renforcement Institutionnel du Ministère de l'Elevage						RAF ARIMEL		ATI Coresponsable ARIMEL	
Reporting period		from	1/janv/2011		to	31/mai/2016					
Category of Goods		OTHER EQUIPMENT (GL 60 40 90)								0	
Reporting currency		Acquisition Currency (XOF) and Euro (EUR)						Date :	13 mai 2016	Date :	13 mai 2016
INVENTORY CODE	DATE OF PURCHASE	QUANTITY	DESCRIPTION	SERIAL N°	ACQUISITION COST			FIT GT. N°		LOCATION	RESPONSABLE	OBSERVATIONS (STATE or CONDITION)
					Currency	Amount	FIT Value in EUR					
NER 0802511 OE 001	25-avr-12	12	Acquisition de splits pour le Ministère de l'Elevage (7X2CV et 5X1,5CV)	-	XOF	4 060 000,00	6 189,43	344	Ets Soufiani	Transférés au Ministère Elevage	Secrétariat Général	En bon état
NER 0802511 OE 002	29-mai-12	5	Confection de tables meubles pour le bureau ARIMEL(3 grandes tables et 2 petites)	-	XOF	495 000	754,62	397	Village Artisanal	Bureau ARIMEL	ATI Coresponsable & RAF ARIMEL	En bon état
NER 0802511 OE 003	01-juin-12	89	Acquisition de meubles bureau pour le Ministère de l'Elevage (50 chaises réunion, 34 chaises visiteurs, 5 chaises bureau)	-	XOF	1 800 000	2 744,08	436	ETS MEREDA	Transférés au Ministère Elevage	Secrétariat Général	En bon état
NER 0802511 OE 004	20-juil-12	2	Confection armoires meubles pour le Bureau ARIMEL (une armoire pour la comptabilité et une autre pour les rapports et les marchés)	-	XOF	394 000	600,65	537	Village Artisanal	Bureau ARIMEL	ATI Coresponsable & RAF ARIMEL	En bon état

NER 0802511 OE 005	23-oct-12	1	Acquisition d'une glacière pour le Ministère Elevage	-	XOF	95 000	144,83	617	Hada Khalil	Transférés au Ministère Elevage	Direction de la Santé Animale Ministère Elevage	En bon état
NER 0802511 OE 006	30-oct-12	6	Acquisition de splits bureau pour le Ministère de l'Elevage (2CVX4 ET 1,5CVX2)	-	XOF	2 080 000	3 170,94	636	EtsSoufiani	Transférés au Ministère Elevage	Secrétariat Général	En bon état
NER 0802511 OE 007	22-nov-12	4	Acquisition de chaises visiteurs pour le bureau ARIMEL	-	XOF	150 921	230,08	661	ETS MEREDA	Bureau ARIMEL	ATI Coresponsable & RAF ARIMEL	En bon état
NER 0802511 OE 008	12-déc-12	1	Acquisition d'un tableau chevalet	-	XOF	66 640	101,59	751	Papeterie Cadeaux	Bureau ARIMEL	ATI Coresponsable & RAF ARIMEL	En bon état
NER 0802511 OE 009	01-févr-13	6	Fourniture d'installation frigo et congélateurs solaires au Ministère de l'Elevage	-	XOF	38 918 571	59 330,98	801	SES Niger	Transférés au Ministère Elevage	Secrétariat Général	En bon état
NER 0802511 OE 010	26-juin-13	6	Acquisition et installation de 6 générateurs pour le Ministère de l'Elevage	-	XOF	39 255 870	59 845,19	930	C.D.A SARL	Transférés au Ministère Elevage	Secrétariat Général	En bon état
NER 0802511 OE 011	16-juil-13	1	Achat d'une machine pour reluire	-	XOF	83 300	126,99	1021	Buropa	Bureau ARIMEL	ATI Coresponsable & RAF ARIMEL	En bon état
NER 0802511 OE 012	04-déc-13	4	Fourniture d'installation frigo et congélateurs solaires au Ministère de l'Elevage	-	XOF	25 860 000	39 423,32	1213	SES Niger	Transférés au Ministère Elevage	Secrétariat Général	En bon état
12	ITEMS		TOTAL OTHER EQUIPMENT (60 40 90)				172 662,69					

c) Véhicule

Inventaire des Actifs Fixes du projet

CTB NIGER

Project id. + Mode		NER 08 025 11					Regie CTB		Document prepared by :		Controlled & approved by :	
Project title		Appui au Renforcement Institutionnel du Ministère de l'Elevage							RAF ARIMEL		ATI Coresponsable ARIMEL	
Reporting period		from :	1/janv/2011			to :	31/mai/2016					
Category of Goods		VEHICLES (GL 60 40 10)									0	
Reporting currency		Acquisition Currency (XOF) and Euro (EUR)							Date :	13 mai 2016	Date :	13 mai 2016
INVENTORY CODE	**DATE OF PURCHASE**	**QUANTITY**	**MODEL & TYPE & LICENCE PLATE**	**CHASSIS N°**	**ACQUISITION COST**			**FIT GT. N°**	**Km / Mileage on 31-mai-2016**	**GUARANTEE covered till :**	**INSURANCE covered till :**	**OBSERVATIONS (STATE or CONDITION)**
					Currency	**Amount**	**FIT Value in EUR**					
NER 0802511 - 604010 - 001	24/05/2011	1	Citroen C4	VF7LCN6ALBY5000894	XOF	11700000	17836,54	9	44875	expirée depuis 2013	31/12/2015	Bon état
1	**ITEMS**		**TOTAL VEHICLES (60 40 10)**				**17 836,54**					

8 Cadre logique original tiré du DTF

Titre du Projet: Appui au renforcement des capacités institutionnelles du Ministère de l'Elevage et des Industries Animales - Niger			
OBJECTIF GLOBAL			
« La performance du secteur de l'élevage est améliorée et contribue à la réduction de la pauvreté rurale »			
OBJECTIF SPECIFIQUE	INDICATEURS	MOYENS DE VERIFICATION	HYPOTHESES
Les capacités institutionnelles et organisationnelles du MEIA, entre autre dans son rôle de maître d'ouvrage du programme 12 « *Aménagement pastoral et sécurisation des systèmes pastoraux* » de la SDR, sont renforcées	- Fonds alloués au programme 12 (budget national + PTF)[2] - Niveau de consommation des crédits - Niveau de coordination du secteur - Un document de politique d'élevage actualisé et concerté + la prise en compte des aspects genre et environnement - Programmation unique par le MEIA, qui inclut toutes les interventions dans le cadre du programme 12 et qui est basé sur la gestion axée sur des résultats - Niveau de maîtrise de l'information sur le secteur d'élevage - Motivation et satisfaction du personnel	- Rapports de suivi interne de l'organisation - Rapports de suivi et d'évaluation de l'intervention - Audit organisationnel	- La continuité des politiques actuelles (SDR, décentralisation, déconcentration); - Volonté de changement au sein du ME/IA - Une dépolitisation progressive de la fonction publique ; - L'évolution vers un renforcement qualitatif et quantitatif des organisations du secteur public, y compris une politique de rémunération plus conséquente

[2] Les indicateurs soulignés sont des indicateurs qui se trouvent dans le plan d'action de la SDR

No.	RESULTATS	INDICATEURS	MOYENS DE VERIFICATION	HYPOTHESES
1.	**L´organisation et le fonctionnement interne des services centraux et déconcentrés du ME/IA sont améliorés**	- Outils mis en place pour améliorer la circulation interne de l´information et le niveau de leur utilisation - Nombre de sujets discutés et résultats obtenus en travaillant entre directions (synergies entre direction créées) - Adaptation des attributions, cahiers des charges en fonction des besoins changeants - Type d´investissements effectués et leur utilisation	- Rapports des suivis internes de l´organisation - Audit organisationnel - Rapports de suivi de l´intervention - Appréciation visuelle des Investissements faits	- L´approbation des décrets des attributions des directions - L´approbation des arrêtés des attributions des divisions et des services - Nominations de personnel en quantité et qualité
2.	**Un système de gestion de ressources humaines est mis en place et rendu opérationnel**	- Existence et niveau de mise en œuvre d´une stratégie de GRH, genre spécifique - Existence et niveau de mise en œuvre du plan de formation - Type et appréciation de mesures incitatives définies et mises en oeuvre	- Stratégie de GRH - Plan de formation - Rapports de la direction RH - Audit organisationnel - Enquête auprès du personnel - Rapports de suivi de l´intervention	- Evolution vers moins d´interférence politique dans les nominations et recrutements et l´application des décretsN99-56 et –57 du 22/11/99

3.	**Les capacités de programmer, suivre, évaluer et capitaliser les interventions menées dans le secteur d´élevage sont renforcées**	- Qualité de la programmation et des rapports S&E - Un guide unique de procédures de S&E élaboré en concertation avec le SE-SDR - Bases de données opérationnelles	- Les documents de la programmation du MEIA - Rapports S& E disponibles et accessibles - Guides de procédures - Rapports de suivi de l´intervention	- Les compétences minimales sont disponibles - Des outils harmonisés sont développés dans le cadre de la SDR
4.	**Des politiques (sous-)sectorielles sont élaborées et leur mise en œuvre renforcée**	- Existence et qualité d´un document de politique sectoriel actualisé+ niveau d´intégration du genre et de l´environnement - Le degré de participation des différents acteurs non-étatiques dans la définition et application des politiques - Existence et qualité des stratégies thématiques nationales (sélection génétique, santé animale, ..)	- Document de politique - Rapports de suivi de l´intervention - Notes de stratégies thématiques - Entretiens auprès des différents acteurs	- Les compétences minimales pour définir des politiques sont disponibles - Volonté d´impliquer réellement les différents acteurs non -étatiques
5	**La coordination entre les acteurs du secteur d´élevage, et avec les autres acteurs du secteur rural est améliorée**	- Qualité des instances de coordination mis en place (nombre de réunions, type de décisions prises, niveau de participation des organisations faîtières, représentation de femmes ...) - Niveau de structuration et niveau de représentativité des organisations faîtières - Nombre de documents et communications sur le secteur	- PV des réunions d´instances de coordination - Rapports de suivi du MEIA - Rapports de suivi de l´intervention	- Volonté de réelle implication et participation des différents types d´acteurs dans les comités - Les compétences minimales au DAID/RP sont disponibles

No.	ACTIVITES par RESULTAT	MOYENS	COUTS
Résultat 1 : L´organisation et le fonctionnement interne des services centraux et déconcentrés du ME/IA sont améliorés			
Act 1.1	Sur base du nouveau schéma organisationnel du MEIA, accompagner la réorganisation institutionnelle du MEIA	- Assistance Technique - Coûts liés à la participation DREIA aux formations - Etudes spécifiques	23.500 €
Act 1.2	Analyser les besoins en personnel au niveau central et déconcentré en fonction des attributions et la programmation	- Expertise ponctuelle/facilitateur - Formations - Moyens de fonctionnement (déplacement)	10.000€
Act 1.3	Concevoir et mettre en œuvre un système de communication interne (niveau central et au niveau déconcentré)	- Expertise nationale (analyse) - Expertise nationale (développement) - Outils /matériel/équipement de communication (intranet, PCs, …)central/régions/départements - Expertise nationale (formation/suivi) - Moyens de fonctionnement (déplacement pour former STD)	267.000€
Act.1.4	Instituer des méthodes de travail et des mécanismes qui promeuvent la synergie et coordination entre directions et qui permettent l´obtention des résultats à court terme	- Assistance technique (interne)	24.000€
Act 1.5	Réaliser des suivis internes réguliers de l´organisation	- SG avec AT - Expertise ponctuelle	60.000€

		internationale	
Act 1.6	Réaliser des investissements pour assurer les conditions de base de travail		200.000€

Résultat 2 : Un système de gestion de ressources humaines est mis en place et rendu opérationnel			
Act 2.1	Réaliser un audit organisationnel de la DRH	- Expertise ponctuelle nationale	7.200 €
Act 2.2	Elaborer une stratégie de gestion de RH, (plan de gestion de carrière, adéquation profil/poste, ASCN, encadrement en poste,...) ses outils et assurer son suivi	- Expertise nationale - Investissement en outils de gestion	12.400€
Act 2.3	Développer et faire le suivi du plan de formation (méthodes de travail + technique)	- Réunions et ateliers	12.400€
Act 2.4	Développer et mettre en œuvre des mesures incitatives	- Expertise nationale - Fonds d´incitation	20.000€

Résultat 3 : Les capacités de programmer, de suivre, évaluer et capitaliser les interventions menées dans le secteur d´élevage sont renforcées			
Act 3.1	Définir et mettre en œuvre un système/outil de programmation opérationnelle au niveau du MEIA, des directions et personnel, sur la base des outils existants	- Assistance technique - Ateliers	19.000€
Act 3.2	Définir et mettre en oeuvre un système de suivi et évaluation axé sur les résultats (technique et de l´organisation)	- Assistance Technique - Moyens pour réunions/ateliers (central et régions) - Expertise ponctuelle nationale	47.800€
Act	Faire l´état de lieux des différentes interventions	- Assistance Technique	11.200€

3.3	antérieures ou en cours et capitaliser et valoriser les acquis dans la perspective de la mise en oeuvre du programme 12	- Moyens pour les Réunions/ateliers (central et région) - Formation	

Résultat 4 : Des politiques (sous-)sectorielles sont élaborées et leur mise en œuvre renforcée			
Act 4.1	Mise à jour des concepts (approche programme, internalisation SDR, ...) auprès des agents du niveau central et des services déconcentrés	- Moyens pour les formations en cascade au sein du ME/IA et ses démembrements - Reproduction des documents	45.000€
Act 4.2	Renforcer les capacités des acteurs (société civile, privé, MEIA) pour contribuer à la définition et à l´application des politiques	- Forfait pour formations - Expertise nationale - Moyens de fonctionnement	120.000€
Act 4.3	Actualiser la politique sous-sectorielle de l´élevage	- Expertise nationale et –*en cas de besoin*- sous-régionale, - Moyens de fonctionnement d'un « task force » (groupe de travail) pour pouvoir capter et rendre efficace la participation de l'ensemble des acteurs - Moyens pour des formations ponctuelles pour faciliter l'actualisation permanente	26.000€
Act 4.4	Définir des stratégies thématiques (amélioration génétique, privatisation,...)	- Rencontres thématiques - Ateliers de validation - Moyens pour l'organisation du forum national - Expertise internationale stratégie amélioration génétique	135.000€

Résultat 5 : La coordination entre les acteurs du secteur d´élevage, et avec les autres acteurs du secteur rural est améliorée			
Act 5.1	Animer les instances de coordination du programme 12 (comité de pilotage, cadre de concertation)	- Moyens de fonctionnement	16.000€
Act 5.2	Renforcer la représentation du MEIA au niveau de SE-SDR	- Formation/Divers	10.000€.
Act 5.3	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de communication externe pour promouvoir et renforcer la visibilité du secteur	- Expertise ponctuelle à la DAID/RP - Matériel de communication/Site-web /évènements	30.200€
Act 5.4	Favoriser la structuration et représentativité des Organisations faîtières dans le secteur d´élevage	- Forfait : Fonds d´appui aux Organisations faîtières/ fédérations	70.000€

9 Matrice de monitoring complète

CODE PROJET	NER0802S11
NOM PROJET	ARIMEL Appui au Renforcement Institutionnel du Ministère de l'Elevage
ANNEE DE REFERENCE	2015
TRIMESTRE DE REFERENCE	Q2

Résultats / Indicateurs	Valeur de base	Valeur cible finale	2011 Vcible Année 1	2011 Vobtenue Année 1	2012 Vcible Année 2	2012 Vobtenue Année 2	2013 Vcible Année 3	2013 Vobtenue Année 3	2014 Vcible Année 4	2014 Vobtenue Année 4	2015 Vcible finale	2015 Vobtenue Année 5	2016 Vfinale obtenue	COMMENTAIRE
[illegible]														
[illegible]														
Fonds alloués au MEL - Votés - Libérés - Consommés	2,55 Mil 2,52 Mil 1,97 Mil	18 Mil 18 Mil 16,2 Mil	2,55 Mil 2,52 Mil 1,97 Mil	2,55 Mil 2,52 Mil 1,97 Mil	12 Mil 12 Mil 6 Mil	14,99 Mil 14,99 Mil 7,46 Mil	14 Mil 14 Mil 9,8 Mil	12,57 Mil 12,57 Mil 11,37 Mil	16 Mil 16 Mil 12,8 Mil	19,36 Mil 18,71 Mil 15,98 Mil	18 Mil 18 Mil 16,2 Mil	9,71 Mil 9,43 Mil 8,56 Mil	9,71 Mil 9,43 Mil 8,56 Mil	
Niveau de consommation des crédits %consommés de libérés	78%	90%	78%	78%	50%	50%	70%	90%	80%	85%	90%	91%	91%	
Niveau de coordination du secteur: nombre de réunions du CDC tenus	0	8	1	1	3	2	5	3	7	4	8	5	5	Cadre de concertation sous-secteur élevage fonctionnel avec réunions réguliers (2 par an)
Un document de politique d'élevage actualisé et concerté + la prise en compte des aspects genre et environnement	0	7	1	1	6	6	7	7	7	7	7	7	7	SDDE: 1 chaque: draft - validé - approuvé - intégration 3N, intégration SDR, -genre, - environnement
Programmation unique par le MEL, qui inclut toutes les interventions dans le sous-secteur élevage et qui est basé sur la gestion axée sur des résultats	0	9	1	1	6	6	7	7	8	8	9	9	9	Plan d'action du programme points: 1 chaque: draft - validé - approuvé - intégration GAR – - intégration 3N, intégration SDR, -genre, - environnement budget - révision annuelle
Niveau de maîtrise de l'information sur le secteur d'élevage: Nombre de documents et communications sur le secteur (mise en ligne au grand publique et en interne)	0	X+30%	0	0	0	X	X+10%	0	X+20%	0	X+30%	X+10%	X+10%	X=48 docs mis en ligne à la mise en ligne du site
Motivation et satisfaction du personnel	Satisfaction : 63% Motivé : 50% Démotivé : ≤20%	Satisfaction : 75% Motivé : 60% Démotivé : ≤10%	Satisfaction : 63% Motivé : 50% Démotivé : ≤20%	Satisfaction : 63% Motivé : 50% Démotivé : ≤20%	Satisfaction : 67% Motivé : 53% Démotivé : ≤17%	Satisfaction : 71% Motivé : 50% Démotivé : 6%	Satisfaction : 70% Motivé : 55% Démotivé : ≤15%	Satisfaction : 72% Motivé : 71% Démotivé : 8%	Satisfaction : 72% Motivé : 55% Démotivé : ≤13%	Satisfaction : 70% Motivé : 68% Démotivé : 8%	Satisfaction : 72% Motivé : 55% Démotivé : ≤13%	Satisfaction : 78% Motivé : 71% Démotivé : 10%	Satisfaction : 76% Motivé : 71% Démotivé : 10%	Questionnaire de l'année suivant

Résultats / Indicateurs	Valeur de base	Valeur cible finale	2011 Vcible Année 1	2011 Vobtenue Année 1	2012 Vcible Année 2	2012 Vobtenue Année 2	2013 Vcible Année 3	2013 Vobtenue Année 3	2014 Vcible Année 4	2014 Vobtenue Année 4	2015 Vcible finale	2015 Vobtenue Année 5	2016 Vfinale obtenue	COMMENTAIRE
[illegible]														
1.1 Outils mis en place pour améliorer la circulation interne d'information et le niveau de leur utilisation	0	5	1	1	3	3	4	3	4	3	5	4	5	un plan d'amélioration de la communication interne est disponible - validé - tous les services centraux sont reliés en réseaux - tous les services régionaux sont reliés en réseaux - un intranet du MEL avec tous les documents/informations essentiels du
1.2 Synergies entre directions créés: nombre de réunions du cabinet restreint et élargi	1	24	ND	1	ND	12	18	14	21	12	24	2	2	indicateur à redéfinir avec MEL
1.3 Adaption des attributions, cahier des charges en fonction des besoins changeants	0	4	0	0	3	3	4	3	4	3	4	4	4	points: 1 chaque: état des lieux - draft - validé approuvé
1.4 Type d'investissements effectués et leur utilisation	0	2	1	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	un plan des besoins est disponible - investissements effectués

Résultats/ indicateurs	Valeur de base	Valeur cible finale	2011 Vcible Année 1	2011 Vobtenue Année 1	2012 Vcible Année 2	2012 Vobtenue Année 2	2013 Vcible Année 3	2013 Vobtenue Année 3	2014 Vcible Année 4	2014 Vobtenue Année 4	2015 Vcible finale	2015 Vobtenue Année 5	2016 Vfinale obtenue	COMMENTAIRE
[illegible]														
2.1 Existence et niveau de mise en œuvre d'une stratégie de GRH, genre spécifique	0	7	3	3	7	7	7	7	7	7	7	7	7	Stratégie de GRH du Ministère de l'élevage points: 1 chaque: état des lieux - draft - validé approuvé - intégration 3N intégration SDR -
2.2 Existence et niveau de mise en œuvre du plan de formation	0	7	1	1	7	7	7	7	7	7	7	7	7	Plan de formation: points: 1 chaque: état des lieux - draft - validé - approuvé - intégration 3N, intégration SDR, -genre
2.3 Type et appréciation de mesures incitatives définies et mises en œuvre	0	8	0	0	2	0	4	0	6	3	8	6	8	Mesures incitatives: points: 1 chaque: état des lieux - mise en place logiciel - évaluation personnel- piloté- évalué- révisé- validé - approuvé
[illegible]														
3.1 Qualité de la programmation et des rapports S&E	0	5	0	0	1	1	2	1	4	1	5	4	5	PA avec indicateurs approuvés ; Baseline, Indicateurs suivis annuellement
3.2 Un guide unique de procédures de S&E élaboré en concertation avec l'I3N	0	3	0	0	2	0	2	1	2	1	3	2	2	Points 1 chaque: - draft - validé - approuvé -
3.3 Base de données opérationnelles	0	6	0	0	2	0	2	2	4	2	6	4	6	Points 1 chaque: - draft - validé – approuvé- utilisé-révisé-approuvé
[illegible]														
4.1 Existence et qualité d'un document de politique sectorielle actualisé et niveau d'intégration du genre et de l'environnement	0	7	1	1	7	6	7	7	7	7	7	7	7	PA avec indicateurs approuvés ; Baseline, Indicateurs suivis biannuellement
4.2 Le degré de participation des différents acteurs non-étatiques dans la définition et application des politiques	0	8	1	1	3	2	5	3	7	4	8	6	7	Points 1 chaque: - draft - validé - approuvé -
4.3 Existence et qualité des stratégies thématiques nationales (FOSEL, Gestion des Abattoirs, SVPP)	1	14	4	2	4	4	6	7	12	10	14	13	14	Points 1 chaque: - draft -(utilisé)-révisé-validé approuvé
[illegible]														
5.1 Qualité des instances de coordination mis en place (nombre de réunions, type de décisions prises, niveau de participation des organisations faitières, représentation des femmes): CDC	0	8	1	1	3	2	5	3	7	4	8	5	5	Cadre de concertation sous-secteur élevage
5.2 Niveau de structuration et niveau de représentativité des organisations faitières	RECA :	RECA :	RECA :	RECA :	RECA :	RECA :	RECA :	RECA :	RECA :	RECA :	RECA :	RECA :	RECA :	Représentativité des organisations 2014/5 IPBVCP
	National	National	National	National	National	National	National	National	National	National	National	National	National	
	Régional (8)	Régional (8)	Régional (8)	Régional (8)	Régional (8)	Régional (8)	Régional (8)	Régional (8)	Régional (8)	Régional (8)	Régional (8)	Régional (8)	Régional (8)	
	CAPAN	CAPAN	CAPAN	CAPAN	CAPAN	CAPAN	CAPAN	CAPAN	CAPAN	CAPAN	CAPAN	CAPAN	CAPAN	
	National	National	National	National	National	National	National	National	National	National	National	National	National	
				Régional (8	Régional (8	Régional (8	Régional (8	Régional (8	Régional (8 Program nat incl part region	Régional (8 Program nat incl part region	Régional (8 Program nat incl part region	Régional (8 Program nat incl part region	Régional (8 Program nat incl part region	
									IP BVCP	IP BVCP	IP BVCP	IP BVCP	IP BVCP	
										National	National	National	National	
											Régional (8 Program nat incl part region	Régional (8 Program nat incl part region	Régional (8 Program nat incl part region	
5.3 Nombre de documents et communications sur le secteur (mise en ligne au grand publique et en interne)	0	X+30%	0	0	0	X	X+10%	0	X+20%	0	X+30%	X+10%	X+10%	X=48 docs mis en ligne à la mise en ligne du site

10 Outils et produits

- *Stratégie du Développement Durable de l'Elevage (SDDEL)*
- *Plan d'action de la SDDEL*
- *Manuel de Suivi et Evaluation*
- *Manuel de procédures de fonctionnement du MEL*
- *Stratégie de Gestion des Ressources Humaines*
- *Plan de Formation du MEL*
- *Référentiel de l'Emploi*
- *Guide national : installation des SVPP*
- *Guide national d'inventaire des espaces pastoraux et des ressources pastorales*
- *Stratégie de communication du MEL*
- *Rapport de Capitalisation : Production fourragères*
- *Stratégie de l'Autofinancement de l'interprofession Bétail Viande Cuirs Peaux*
- *Atlas sur l'élevage au Niger*
- *Rapport annuel les Statistiques de l'Elevage 2012 et 2013*